

2014

La situation des marchés des produits agricoles



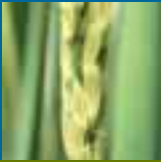
**Des copies des publications de la FAO
peuvent être obtenues en s'adressant au:**

GROUPE DES VENTES ET DE LA COMMERCIALISATION
Division de l'information
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie

Courriel: publications-sales@fao.org
Télécopie: (+39) 06 57053360
Site Web: <http://www.fao.org>

2024

La situation des marchés des produits agricoles



Produit par le
**Groupe de la production
et de la conception éditoriales
Service de la gestion des publications
FAO**

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

ISBN 92-5-205133-3

Tous droits réservés. Les informations ci-après peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur.

Les demandes d'autorisation devront être adressées au:

Chef

Service de la gestion des publications

Division de l'information

FAO

Viale delle Terme de Caracalla, 00100, Rome Italie

ou, par courrier électronique, à copyright@fao.org

© FAO 2004

Photographies:

FAO/18350/P. Cenini, FAO/18191/H. Wagner,

FAO/19174/M. Marzot, FAO/17720/A. Conti,

FAO/20831/R. Messori

Table des matières

5 A propos de ce rapport

7 Avant-propos

10 Evolutions récentes et tendances à long terme

10 Situation actuelle et évolutions récentes des marchés des produits agricoles de base

12 Les évolutions à long terme révèlent les changements structurels

14 Modifier les termes de l'échange des produits agricoles

16 Coût des importations de produits alimentaires

16 Changer les modes de consommation et le commerce international

18 Le coût des importations de produits alimentaires pèse sur les économies

20 Origines des variations du coût des importations de produits alimentaires des pays les moins avancés

22 Recettes d'exportation des produits agricoles

22 Les risques de la dépendance à l'égard des exportations de produits de base

24 Obstacles au commerce dans les pays développés – droits de douane, progressivité des droits de douane et soutien à la production

28 Evolution de la structure du commerce agricole

28 Evolution du commerce des produits agricoles primaires et transformés

30 Commerce des produits de base et intégration régionale entre les pays en développement

32 Concentration du marché et chaînes alimentaires intégrées verticalement

34 Conclusions

34 Défis et réponses par des mesures de politiques

38 Références

40 Annexe

40 Tableau 1. Prix des produits de base en valeur réelle

41 Tableau 2. Production de certains produits de base par les 10 plus grands producteurs

44 Tableau 3. Exportations de certains produits de base par les 10 plus grands exportateurs

47 Tableau 4. Importations de certains produits de base par les 10 plus grands importateurs

50 Tableau 5. Termes de l'échange des produits agricoles par rapport aux produits manufacturés

51 Tableau 6. Parts (en valeur) de chaque groupe de produits de base dans les exportations et les importations agricoles totales de chaque groupe de pays

52 Tableau 7. Taux de croissance en valeurs unitaires des exportations et des importations, par groupe de pays

53 Tableau 8. Variabilité des valeurs unitaires nominales d'importation et d'exportation (coefficients de variation)

54 Publications de la Division des produits et du commerce international, 2003-2004

A propos de ce rapport

La situation des marchés des produits agricoles 2004 est le premier numéro d'une nouvelle publication biennale qui viendra compléter la série existante de rapports publiés par la FAO intitulée «*La situation...*» et. Ce rapport n'est pas de nature technique, bien que les résultats et les conclusions présentés se fondent sur une analyse technique des spécialistes du commerce et des produits de la FAO. Son but est de présenter les questions relatives aux marchés des produits de base d'une manière objective, transparente et accessible à un public plus large, comprenant les décideurs, les observateurs des marchés des produits de base et tous ceux qui s'intéressent à l'évolution de ces marchés et à leur impact sur les pays en développement.

Il vise en particulier à mieux faire comprendre l'incidence de l'évolution des marchés mondiaux des produits de base sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire de centaines de millions de personnes dans le monde en développement, et sur les économies des nombreux pays en développement qui tirent une part importante de leurs recettes d'exportation du commerce des produits de base.

Le présent rapport est divisé en quatre sections principales, complétées par des tableaux qui fournissent des données de base sur le contexte actuel, les tendances historiques des prix des produits de base et les termes de l'échange.

La première section, *Evolutions récentes et tendances à long terme*, traite des tendances et de la volatilité des prix des produits agricoles et examine le contexte actuel et les évolutions récentes à la lumière de ces données.

La deuxième section porte sur le *Coût des importations de produits alimentaires*. Elle examine l'évolution de la structure des importations de produits alimentaires en rappelant que les pays en développement sont passés d'exportateurs nets à importateurs nets de produits alimentaires et d'autres produits agricoles. Cette section

observe également l'incidence des fluctuations des prix des produits alimentaires au plan international sur le coût des importations de produits alimentaires des pays en développement en général et des pays les moins avancés en particulier.

La troisième section, *Recettes d'exportation de produits agricoles*, souligne que les exportations agricoles sont toujours d'une importance capitale pour les économies de nombreux pays en développement. Cette section étudie les conséquences de la baisse des prix des produits de base et de la volatilité des prix à l'égard des pays tributaires de ces produits, et examine la manière dont les droits de douane et les subventions ont entravé la croissance des exportations agricoles des pays en développement.

La quatrième et dernière section analyse *l'Evolution de la structure du commerce agricole*, en portant une attention particulière à ses conséquences sur les exploitants et les pays du monde en développement qui sont tributaires du commerce des produits de base. Les questions traitées dans cette section incluent le passage du commerce des produits agricoles primaires à celui des produits agricoles transformés, l'importance croissante des accords commerciaux régionaux et des accords commerciaux qui régissent le commerce des produits de base et les possibilités qu'ils offrent aux pays en développement, et l'incidence de la concentration croissante du marché due à la domination écrasante exercée par quelques sociétés transnationales de distribution, de transformation et de commercialisation sur les chaînes de produits agricoles de base.

Remerciements

La situation des marchés des produits agricoles 2004 a été préparée par une équipe de la Division des produits et du commerce international conduite par Alexander Sarris et David Hallam, sous l'autorité générale de Hartwig de Haen,

Sous-Directeur général, Département économique et social de la FAO.

Les données de la Section 1 sur les *Evolutions récentes et les tendances à long terme* ont été fournies par les spécialistes de la Division des produits et du commerce international: Abdolreza Abbassian, Pedro Arias, Boubaker BenBelhassen, Concha Calpe, Kaison Chang, Merritt Cluff, Michael Griffin, Ali Gurkan, David Hallam, Pascal Liu, Shakib Mbabaali, Brian Moir, Nancy Morgan, Paul Pilkauskas, Adam Prakash, George Rapsomanikis, Shangnan Shui et Peter Thoenes. Les données statistiques utilisées dans les analyses et la plupart des graphiques ont été compilées par les commis à la statistique de la division: Gianni Borganelli, Laura Cattaneo, Claudio Cerquiglini, Daniela Citti, Julie Claro, Dino Forzinetti, John Heine, Massimo lafrate, Daniela Margheriti, Patrizia Masciana, Vincenzo Mazzucca, Marco Milo, Mauro Pace et Barbara Senfter.

Les tableaux de données en annexe ont été préparés par Pedro Arias et Julie Claro.

Le contenu de la Section 2 sur le *Coût des importations de produits alimentaires* a été rédigé par Ali Gurkan, Merritt Cluff, Adam Prakash et Piero Conforti.

La Section 3 sur les *Recettes d'exportation des produits agricoles* a été préparée par Pedro Arias, Shakib Mbabaali, George Rapsomanikis et David Hallam.

Les données de la Section 4 sur l'Evolution de la structure du commerce agricole ont été fournies par Nasredin Elamin, Hansdeep Khaira et Harmon Thomas.

Les versions provisoires de chacune des sections précédemment citées ont été révisées et commentées. D'autres commentaires utiles sur les versions

provisaires précédentes ont été apportés par un certain nombre de spécialistes du Département économique et social de la FAO, notamment: Jelle Bruinsma, Deep Ford, Ted Gillin, Haluk Kasnakoglu, Panos Konandreas, Ramesh Sharma, Prakash Shetty, Josef Schmidhuber, Jacob Skoet et Randy Stringer.

Ce rapport a été édité par David Hallam avec l'aide de Pedro Arias et d'Andrew Marx.

Les tendances à long terme et les chocs à court terme que subissent les marchés des produits agricoles de base nous concernent tous. Ils ont une incidence directe sur le prix des aliments que nous consommons et les vêtements que nous portons mais aussi sur la santé économique des ménages, des communautés et de pays entiers qui sont tributaires de leurs exportations de produits de base. Moins directement, mais tout aussi inexorablement, ils ont des répercussions sur la viabilité des communautés rurales et des modes de vie, l'importance des flux migratoires vers les zones urbaines et les perspectives de développement durable.

Leur impact est le plus marqué sur des centaines de millions de personnes et sur un grand nombre de pays parmi les plus pauvres du monde en développement. Selon les estimations, 2,5 milliards d'habitants du monde en développement tirent leurs moyens d'existence de l'agriculture. Pour nombre d'entre eux, la vente de produits agricoles de base ou l'exercice d'une activité rémunérée dans la production et la transformation de ces produits pour l'exportation représentent les seules sources de revenus en espèces. Plus de 50 pays en développement, dont une majorité de pays les moins avancés (PMA), sont tributaires des exportations de trois produits agricoles de base, parfois moins. En général, il s'agit de produits tropicaux qui représentent de 20 à 90 pour cent de leurs recettes en devises. Toutefois, beaucoup de PMA sont également des importateurs nets de produits alimentaires et consacrent plus de la moitié de leurs recettes d'exportation de produits de base à l'importation de produits alimentaires, afin de compenser les insuffisances de la production intérieure. Pour ces personnes et ces pays, les évolutions des marchés internationaux des produits de base peuvent aussi bien signifier l'abondance que la famine.

Baisse des prix, déséquilibre des marchés

Si la tendance à long terme des prix réels des produits agricoles de base est orientée à la baisse, les prix présentent également une variabilité importante en marge de cette tendance. Dans la seconde moitié des années 90, les cours d'un certain nombre de produits de base exportés par les pays en développement ont atteint leurs plus bas niveaux depuis la grande dépression des années 30. Le cours du café a chuté de 70 pour cent entre 1997 et 2001, menaçant les moyens d'existence de près de 25 millions de personnes qui dépendent de ce produit et déclenchant des mesures de secours alimentaire d'urgence dans plusieurs pays d'Afrique et d'Amérique centrale. En revanche, les prix moins élevés des aliments de base ont permis à de nombreux consommateurs démunis, surtout dans les zones urbaines, de s'acheter des produits alimentaires à moindre coût et d'accéder à une nourriture plus nutritive.

Certes, les marchés des produits de base se sont redressés au cours des derniers mois, et de manière spectaculaire dans le cas des céréales, mais tendanciellement, les prix réels sont en général orientés à la baisse. De nombreux exploitants et pays exportateurs se retrouvent encore piégés par leur dépendance. Ils produisent et exportent plus tout en gagnant moins que par le passé. Parallèlement, si les pays importateurs de produits alimentaires ont bénéficié de cette baisse tendancielle, ils n'en sont pas moins préoccupés par la variabilité et les hausses à court terme des prix internationaux des produits alimentaires.

De nombreuses raisons peuvent expliquer le déclin à long terme et la volatilité à court terme des prix réels des produits de base. Pour une grande part, l'orientation persistante à la baisse semble être de nature structurelle, exprimant les lois de l'offre et de la demande qui régissent le marché. En clair, l'offre mondiale a augmenté plus rapidement que la

demande, poussée par une productivité accrue et l'entrée sur le marché de nouveaux producteurs importants.

L'accroissement de la productivité agricole due au progrès technologique a bénéficié à la fois aux producteurs et aux consommateurs. Les premiers obtiennent des coûts inférieurs et une compétitivité accrue, les seconds bénéficient de prix plus bas. Mais ce sont principalement les producteurs des régions les mieux équipées et les plus développées qui ont été en mesure d'exploiter les gains de productivité pour renforcer leur position sur les marchés mondiaux. Les PMA ont vu leur part du commerce agricole mondial se réduire alors que leur dépendance à son égard est restée beaucoup plus élevée que celle des autres pays en développement.

Les principaux bénéficiaires de la baisse des prix des produits alimentaires ont été les consommateurs des pays développés et des zones urbaines des pays en développement. Toutefois, pour l'immense majorité des personnes pauvres et souffrant de la faim qui vivent dans les zones rurales des pays en développement et sont tributaires de l'agriculture, les pertes de revenus et d'emploi dues à la baisse des cours des produits qu'ils commercialisent ne sont pas compensées en général par les avantages que procure la diminution des prix des produits alimentaires résultant d'une baisse des produits de base.

Le problème de l'offre excédentaire a été aggravé par les politiques gouvernementales, conduites dans les pays développés et les pays en développement, qui ont sérieusement déséquilibré les marchés agricoles.

Les droits de douane sur les importations agricoles des pays développés et des pays en développement ont freiné la croissance des exportations agricoles provenant des pays en développement. La progressivité des droits de douane, qui se traduit par l'application de droits plus élevés sur les produits exportés à des stades de transformation plus avancés, a réduit la capacité des pays en développement à exporter des produits transformés à plus

forte valeur ajoutée, dont les prix ont été considérablement plus stables que ceux des produits de base.

Outre les droits de douane, les exploitants des pays en développement doivent affronter la concurrence des producteurs fortement mécanisés et subventionnés des pays industrialisés. Le soutien à la production des exploitants des pays développés s'élève à plus de 230 milliards de dollars EU par an, soit près de 30 fois le montant de l'aide au développement agricole accordée aux pays en développement.

Les droits de douane et les autres obstacles tarifaires ont également ralenti la croissance du commerce entre les pays en développement. En effet, le commerce Sud-Sud pourrait se développer rapidement, notamment entre des pays enregistrant une forte hausse des revenus et des niveaux de consommation faibles, s'il n'était freiné par des obstacles tarifaires qui peuvent être supérieurs à ceux appliqués aux importations par les pays développés.

Une autre évolution des marchés des produits agricoles de base tient à la concentration des forces du marché dans les mains de quelques entreprises transnationales. A elles seules, trois compagnies contrôlent désormais près de la moitié de la torréfaction mondiale du café, et les 30 plus grandes chaînes de supermarchés assurent près d'un tiers des ventes au détail de produits alimentaires dans le monde.

De telles entreprises transnationales ont aidé certains petits exploitants à s'intégrer dans le marché mondial et contribué au transfert de la production moderne et de la technologie de distribution. Il est néanmoins préoccupant de constater que la concentration du marché prive les autres acteurs d'une large part du pouvoir économique. Il y a quatre ans, le Groupe d'experts éminents en matière d'éthique alimentaire et agricole, créé par la FAO, avait noté que «la concentration du pouvoir économique aux mains d'un petit nombre instaure de profonds déséquilibres de pouvoir».

Rendre les marchés des produits de base accessibles à tous

Si les cours des produits agricoles de base ont montré des signes de reprise au cours des derniers mois, ce redressement ne semble pas durable et les perspectives à long terme offertes aux exploitants et aux pays du monde en développement qui dépendent de ces produits ne sont pas brillantes. En revanche, d'autres hausses à court terme des prix des produits alimentaires de base sont probables, menaçant les moyens d'existence des habitants des pays à faible revenu et à déficit vivrier.

Les cours des produits agricoles de base demeurent extrêmement fluctuants et, à prix donnés, l'offre de produits agricoles de base continue d'être tendanciellement supérieure à la demande. Les droits de douane élevés et les subventions internes aux pays développés restreignent l'accès au marché et pèsent sur les prix. Bien que les échanges entre les pays en développement croissent plus vite que les échanges entre pays en développement et pays développés, les possibilités d'augmenter les courants d'échanges entre les pays en développement sont encore entravées par les obstacles tarifaires. Pour certains produits, le commerce, la transformation et la distribution sont désormais dominés par une poignée de sociétés transnationales, et le pouvoir économique des exploitants et des pays exportateurs est devenu relativement limité. Des voix se sont déclarées préoccupées par le fait que les producteurs des pays en développement ne reçoivent apparemment qu'une faible part de la valeur finale de leur production.

La crise du marché des produits de base des années 90 a attiré l'attention sur l'ensemble de ces problèmes et mis en lumière le besoin de nouvelles approches pour en résoudre la plus grande partie.

Prenons l'exemple de la volatilité des prix. Dans le passé, on traitait ce problème en mettant l'accent sur des mesures visant à stabiliser directement les prix ou les recettes,

en gérant des stocks tampons ou en accordant des compensations aux pays qui subissaient des baisses imprévues de leurs recettes d'exportation. Dans une large mesure, et pour diverses raisons, ces mesures ont échoué. Les nouvelles approches cherchent moins à empêcher les brusques variations des prix qu'à aider les exploitants et les consommateurs à se protéger contre leurs conséquences, par le biais de mécanismes comme le système des prix garantis et l'établissement de prix prévisionnels.

Les efforts entrepris pour traiter le problème récurrent de la production excédentaire de cultures d'exportation traditionnelles doivent consister principalement à augmenter la demande, contrôler l'offre de certains produits de base et réduire la vulnérabilité des exploitants et des pays qui en dépendent. Les stratégies de diversification permettant aux exploitants de s'orienter vers des cultures mieux valorisées ou de produire et commercialiser des produits transformés à valeur ajoutée peuvent contribuer à réduire à la fois l'offre et la dépendance.

Il faut également s'efforcer de mieux comprendre les conséquences de la concentration croissante des chaînes de produits de base sur la concurrence, les prix et la part de la valeur finale du produit vendu qui revient aux exploitants et aux exportateurs de produits agricoles. Pour cela, il est urgent de continuer à suivre de près ces phénomènes et de les analyser de manière approfondie, tout en appuyant les efforts des exportateurs pour augmenter leur pouvoir économique collectif. L'analyse doit aussi permettre de comprendre l'incidence de la baisse des prix mondiaux des produits alimentaires de base et de l'évolution de la structure du marché sur la sécurité alimentaire des personnes démunies dans les zones rurales et urbaines.

En lançant *La situation des marchés des produits agricoles*, la FAO espère apporter une contribution éclairée au débat ainsi qu'une participation déterminante à la

résolution des problèmes qui touchent ces domaines. Le présent rapport passe en revue les principales évolutions des marchés des produits de base qui ont eu lieu pendant l'exercice biennal et met en lumière les questions essentielles qui se posent en termes de politiques et les différentes possibilités d'action.

Compte tenu du rôle majeur que les produits agricoles de base jouent dans notre existence et de leur importance vitale pour les millions de personnes les plus laborieuses et les plus vulnérables du monde, il est grand temps d'y apporter une attention accrue et d'entreprendre une action concertée.



Jacques Diouf
Directeur général de la FAO

Situation actuelle et évolutions récentes des marchés des produits agricoles de base

De la fin des années 90 à 2001, les cours de nombreux produits agricoles de base ont connu une baisse tendancielle qui les a conduits à des niveaux historiquement bas. Depuis deux ans, ces cours se sont redressés ou ont connu une certaine stabilité.

La reprise récente est due à la réduction de l'offre de certains produits de base et à une demande accrue de certains autres. Les marchés ont donc réagi à une offre excédentaire chronique, et la chute des prix a été causée par l'évolution des techniques, des goûts des consommateurs, des structures du marché, des politiques et des institutions. D'autres facteurs ont également contribué à ce redressement, notamment la faiblesse des cours du dollar des Etats-Unis (dollar EU) qui sert à libeller de nombreux produits de base.

Redressement fragile des boissons tropicales et du sucre

Entre 1997 et 2001, les cours du café ont reculé de près de 70 pour cent, atteignant un niveau inférieur au coût de production de nombreux pays. En termes réels, les cours du café se sont retrouvés à un niveau inférieur à ceux d'il y a 30 ans, et cette baisse brutale a créé des situations d'urgence alimentaire dans plusieurs pays d'Afrique et d'Amérique centrale dont les économies dépendent fortement des exportations de café. Les prix du café se sont redressés progressivement au cours des deux dernières années car les producteurs, surtout ceux d'Amérique latine, ont réagi à la baisse des cours en réduisant l'offre.

Les cours du cacao ont suivi une tendance analogue mais la courbe s'est redressée plus tôt, à partir de 2000. La remontée des cours du cacao a commencé à s'essouffler à la fin de 2003 car l'offre est redevenue abondante. Le marché a été ensuite affaibli par la concurrence de l'«équivalent beurre de cacao», une directive de l'Union européenne (UE) ayant autorisé l'ajout de matières grasses d'origine diverse pour remplacer le beurre de cacao dans le chocolat.

Les cours du thé ont également été soumis à une forte pression car la production, anticipant la croissance de la demande, a atteint de nouveaux sommets en 2003.

Les niveaux records atteints par la production et les stocks excédentaires ont conti-

nué de peser sur les cours mondiaux du sucre dans la seconde moitié de la campagne agricole 2003/04.

Les prix des produits horticoles restent sensibles à l'équilibre du marché

L'offre accrue provenant d'Amérique latine et la demande atone ont pesé sur les cours de la banane en 2003. Les prix du jus d'orange concentré congelé ont également suivi cette tendance à la baisse, bien les prix des fruits frais aient réussi à se maintenir grâce à une réduction de la production. Même si la demande de fruits tropicaux a connu une forte croissance, les prix n'en restent pas moins sensibles à l'équilibre du marché.

Les fibres et les matières premières se reprennent

Les fluctuations tendanciennes des prix de la plupart des matières premières agricoles ont été moins spectaculaires, les variations ayant été plus marquées pour certains produits de base. Néanmoins, un scénario de reprise à peu près analogue s'est dessiné dans la plupart des cas.

Les prix du coton, du caoutchouc, du jute, du sisal, de l'abaca ont tous bénéficié récemment d'une demande plus forte et d'une offre plus faible. En revanche, les prix des cuirs et des peaux ont baissé en 2003 du fait de la faiblesse de la demande et d'un accroissement de l'offre.

Les céréales et les plantes oléagineuses enregistrent des gains

Les prix internationaux de la plupart des céréales ont bondi au cours de la seconde moitié de 2003, bénéficiant de l'exiguïté du marché. Dans le cas du riz, cette exiguïté a été aggravée par l'imposition de restrictions sur les exportations en Inde et au Myanmar. En ce qui concerne le blé, la réduction des excédents exportables de l'UE et de la Communauté des Etats indépendants (CEI) a alimenté la hausse des prix. Les prix des céréales secondaires ont continué à être soutenus par la baisse importante du niveau des exportations chinoises, le faible volume des stocks américains proches de leur niveau plancher, et l'augmentation permanente des prix du soja.

Le tableau concernant les oléagineux diffère sensiblement. Au cours de ces dernières années, les prix ont augmenté de manière constante par rapport aux niveaux très bas enregistrés en 1999-2000, et les producteurs ont réagi en augmentant sensiblement la production. L'augmentation des prix a été principalement déclenchée par une croissance soutenue de la demande, qui a dépassé l'accroissement de l'offre.

Soutenus par une demande ferme et des stocks à des niveaux relativement bas, la

production mondiale et les cours des produits oléagineux devraient continuer leur progression à court terme.

Les prix des produits laitiers restent soutenus mais les épizooties perturbent le marché de la viande

A l'heure actuelle, l'équilibre du marché est également favorable aux prix des produits laitiers. Les cours internationaux ont été confortés aux cours de ces derniers mois

par l'offre limitée de produits d'exportation et la demande soutenue de produits d'importation. La hausse des prix devrait se poursuivre en 2004.

En revanche, le marché international de la viande continue d'être perturbé par les épizooties. Au cours de la première moitié de 2004, environ un tiers des exportations mondiales de viande ont été concernées par les poussées épidémiques de la grippe aviaire ou par des cas identifiés d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). Les interdictions frappant les importations de volailles et de bœuf provenant de pays touchés par ces maladies entraînent une hausse des prix des produits provenant de zones non contaminées. Les restrictions imposées aux exportations de viande poussent également à la hausse les prix des autres produits à base de protéines animales.

La baisse à long terme se poursuit

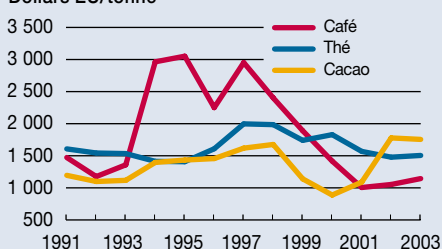
En général, les rapports entre l'offre et la demande de produits agricoles semblent connaître un meilleur équilibre, ce qui donne aux produits de base des perspectives plus intéressantes, après la forte baisse tendancielle observée vers la fin des années 90. Malgré le redressement récent, les prix des produits agricoles de base restent généralement proches des niveaux historiquement bas, et leur baisse tendancielle se poursuit si on les compare aux prix des produits manufacturés.

Cette baisse à long terme est analysée de manière plus approfondie dans les sections qui suivent du présent rapport. Le lecteur pourra consulter les informations les plus récentes sur les prix et le commerce des produits de base sur les pages de la Division des produits et du commerce international du site Web de la FAO dont l'adresse électronique est la suivante: <http://www.fao.org/fr/ESC/en/index.html>.

Tendances récentes des prix mondiaux de certains produits de base, 1991-2003

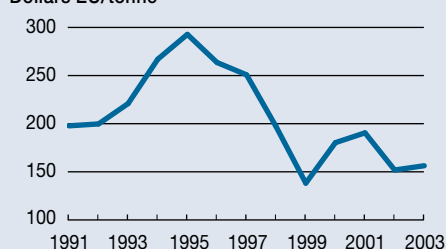
Boissons tropicales

Dollars EU/tonne



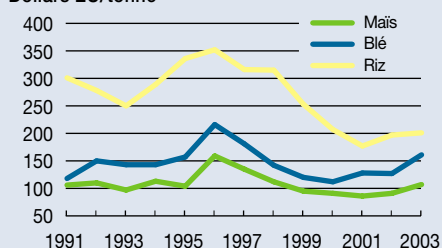
Sucre

Dollars EU/tonne



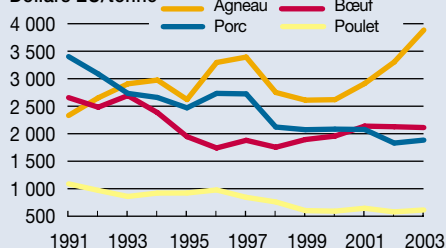
Céréales

Dollars EU/tonne



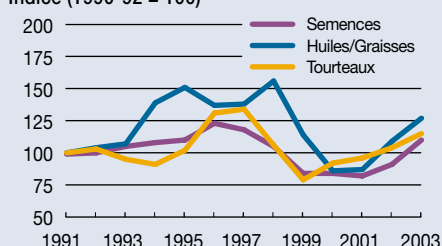
Viande et produits à base de viande

Dollars EU/tonne



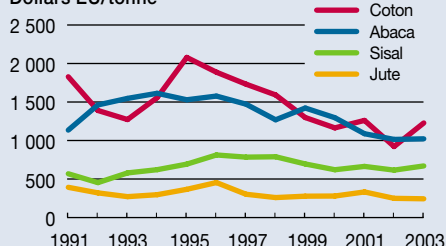
Oléagineux, huiles/grasses et tourteaux

Indice (1990-92 = 100)



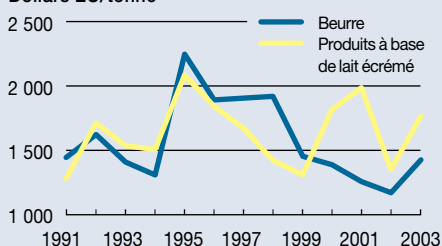
Fibres

Dollars EU/tonne



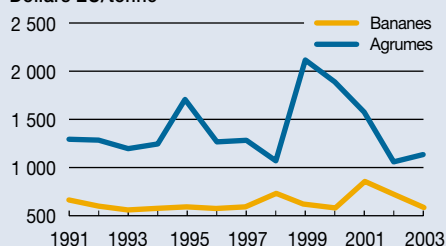
Produits laitiers

Dollars EU/tonne



Fruits

Dollars EU/tonne



Source: FAO

Les évolutions à long terme révèlent les changements structurels

Les fluctuations des prix des produits de base sur les marchés mondiaux donnent une lecture barométrique des conditions économiques de l'offre et de la demande. Les variations brutales des prix, à la hausse ou à la baisse, montrent à quel point les marchés peuvent être perturbés. En revanche, les tendances à long terme des prix des produits de base traduisent l'impact des progrès technologiques, des préférences des consommateurs, des structures du marché, des politiques et des institutions.

Un graphique représentant l'évolution des prix des produits de base au cours des 40 dernières années met en lumière plusieurs caractéristiques remarquables:

- Par rapport aux prix de tous les produits manufacturés, les prix réels des produits agricoles de base ont baissé de manière importante, même lorsque les prix en valeurs nominales ont augmenté.
- Les prix réels ont considérablement varié pendant cette baisse tendancielle.
- Les fluctuations et la baisse tendancielle sont moins marquées depuis le milieu des années 80.

Au cours des quatre décennies passées, les prix réels des produits agricoles de base ont diminué d'environ 2 pour cent par an. Plusieurs facteurs ont favorisé cette baisse à long terme.

On peut s'attendre à ce que les prix des produits agricoles de base baissent par rapport à ceux des produits industriels parce que le progrès technologique permet de réduire les coûts et, à prix donnés, d'accroître la production à un rythme qui dépasse la croissance démographique et l'accroissement de la demande stimulée par la hausse des revenus.

Les prix de certains produits de base ont été également tirés vers le bas par une offre excédentaire, une intense compétition mondiale dans le domaine de la production, des coûts de transport réduits et l'usage des nouvelles technologies qui a permis d'augmenter la productivité et d'introduire des produits synthétiques pouvant remplacer certains produits de base. Dans certains cas, l'apparition de nouveaux producteurs importants a également constitué un facteur de déséquilibre du marché. Entre 1985 et 2001, par exemple, les exportations de café du Viet Nam sont passées de moins de 10 000 tonnes à plus de 900 000 tonnes. Ce pays, qui est ainsi devenu le deuxième exporta-

teur mondial, a continué à accroître sa production même lorsque les prix ont chuté entre 1995 et 2001.

Les subventions aux exportations et les aides accordées aux producteurs de certains pays développés ont fait baisser les prix mondiaux de nombreux produits agricoles cultivés dans les zones tempérées, réduisant les recettes d'exportation des pays en développement qui exportent des produits de base tels que le coton, le sucre et le riz.

L'examen des variations tendancielle des prix réels des produits de base révèle un «tournant décisif». Avant le milieu des années 80, les variations de prix étaient importantes et la baisse tendancielle très fortement marquée. Depuis cette époque, les variations de prix et la baisse tendancielle se sont considérablement stabilisées.

Ce changement de tendance s'explique en partie par le ralentissement de la hausse des prix des produits manufacturés, auparavant rapide, par rapport aux produits de base, qui avait amputé le pouvoir d'achat des revenus tirés antérieurement des exportations de produits de base.

Plusieurs facteurs mondiaux ont contribué à freiner la hausse des prix en valeur nominale de tous les produits échangés, notamment les réformes des politiques commerciales et l'accroissement du commerce des produits manufacturés dont les prix ont eu tendance à chuter plus rapidement du fait des progrès technologiques et de la forte hausse de la productivité. L'un des principaux facteurs a été l'accroissement de la production et du commerce de produits manufacturés par les pays en développement. Entre 1980 et 2000, les pays en développement ont quasiment triplé la part de leurs exportations mondiales de produits manufacturés, passée de 11 à 27 pour cent.

La libéralisation du commerce et les progrès technologiques ont également contribué à réduire la variabilité des prix en réduisant l'incidence des chocs liés à l'offre. La libéralisation du commerce a permis à un plus grand nombre de pays d'accéder aux marchés mondiaux des produits de base, ce qui a eu pour effet de diminuer l'importance relative de la situation de l'offre dans un pays particulier. Par ailleurs, les progrès technologiques ont réduit la vulnérabilité de certaines cultures aux influences du climat. Le



niveau plancher des cours atteint ces dernières années a limité de lui-même les possibilités de variabilité extrême, tout au moins à la baisse.

Les impacts ne sont pas les mêmes pour tous les produits de base et les pays

Bien que les prix réels de tous les produits agricoles de base aient diminué au cours des 40 dernières années, le rythme de la baisse n'a pas été identique pour tous les produits de base. Les matières premières, les boissons tropicales, les oléagineux et les céréales ont connu les baisses les plus vertigineuses. La chute des prix réels a été moins spectaculaire pour les produits horticoles, la viande et les produits laitiers. Certains pays en développement ont réussi à tirer parti de ces tendances en adaptant leur production et leur commerce à ces secteurs

plus fortement valorisés. Ce faisant, ils ont réduit leur dépendance vis-à-vis des produits dont les prix ont chuté encore plus durement et qui restent pour une grande part imprévisibles.

Dans l'ensemble, ce sont les pays en développement les plus avancés et les plus prospères qui ont réussi cette transition. Les pays en développement autres que les pays les moins avancés (PMA) ont plus que doublé la part des produits horticoles, des produits à base de viande et des produits laitiers dans leurs exportations agricoles. Simultanément, ils sont parvenus à réduire leur dépendance vis-à-vis des boissons tropicales et des matières premières, ramenant la part de ces produits dans leurs exportations agricoles totales de plus de 55 pour cent au début des années 60 à environ 30 pour cent en 1999-2001. En revanche, dans les PMA, la part de ces produits dans les

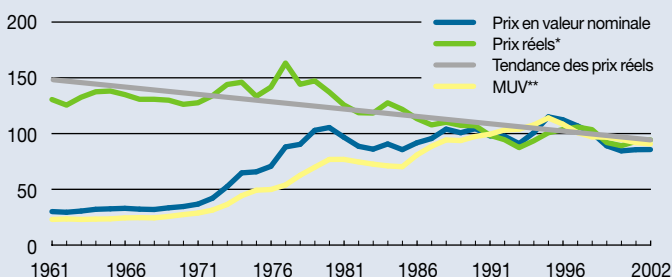
recettes d'exportation est passée de 59 pour cent à 72 pour cent pendant la même période.

De nombreux PMA dépendent étroitement d'un petit nombre de produits de base dont les prix ont fortement baissé et qui résultent extrêmement instables, ce qui complique la planification et le développement économiques. Au cours des 40 dernières années, les prix des boissons tropicales et des matières premières ont été particulièrement fluctuants. Il s'agit en fait des groupes de produits de base qui ont subi les baisses à long terme les plus importantes. Dans l'ensemble, par rapport à la tendance, la variabilité a été la plus forte pour les produits agricoles de base commercialisés par les PMA et d'autres pays en développement, et la plus faible pour les produits agricoles commercialisés par les pays développés, aussi bien pour les exportations que pour les importations.

Prix des produits agricoles de base, 1961-2002

Les prix réels* des produits agricoles de base ont baissé de près de 50 pour cent au cours des 40 dernières années, bien que les prix en valeur nominale aient augmenté. Ces deux tendances se sont stabilisées depuis les années 80.

Indice (1991-1992 = 100)



* Prix réels corrigés en fonction des valeurs unitaires d'exportation de toutes les exportations de marchandises

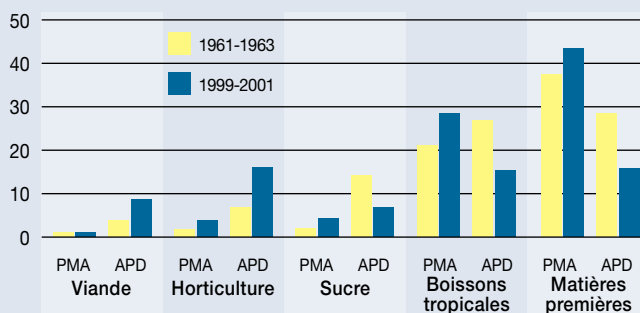
** MUV = valeur unitaire des produits manufacturés

Source: FAO

Changement de composition des groupes de produits de base dans les exportations agricoles totales, par groupe de pays

Les pays en développement les plus avancés ont pu réduire leur dépendance vis-à-vis des boissons tropicales, des matières premières et du sucre, dont les prix ont connu des baisses très importantes sur les marchés mondiaux. Cependant, les pays les moins avancés sont devenus plus tributaires de ces produits de base.

Pourcentage des exportations agricoles totales

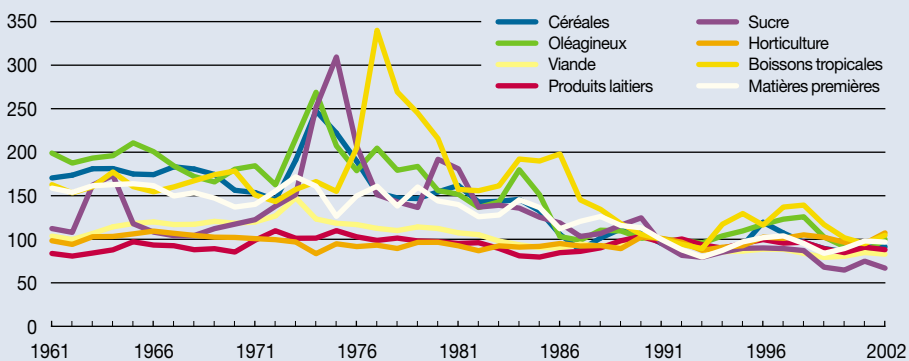


* PMA = pays les moins avancés; APD = autres pays en développement

Source: FAO

Prix réels* des groupes de produits agricoles de base, 1961-2002

Indice (1991-1992 = 100)

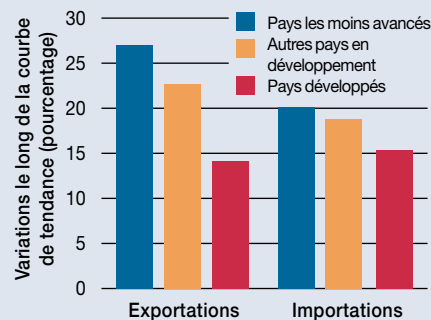


* Prix des produits agricoles de base sur les marchés mondiaux corrigés en fonction des valeurs unitaires d'exportation de toutes les exportations de marchandises

Source: FAO

Variabilité des valeurs unitaires du commerce des produits de base, 1961-2001

La volatilité des prix a été la plus forte pour les produits agricoles de base commercialisés par les pays en développement.



Source: FAO

Modifier les termes de l'échange des produits agricoles

Les exportations de produits de base représentent pour certains pays en développement la source principale de devises étrangères. Du point de vue analytique, le prix au comptant est pour eux moins révélateur que le pouvoir d'achat qu'il procure. Ce pouvoir d'achat s'exprime par les termes de l'échange entre produits, c'est-à-dire le rapport entre les prix des produits exportés et les prix des produits importés. Lorsque ce rapport diminue, la quantité de produits importés qui peut être achetée avec une quantité donnée de produits exportés diminue également.

Dans les pays où le commerce agricole représente une part prépondérante du commerce total, les variations des termes de l'échange en agriculture peuvent avoir des conséquences importantes sur la capacité financière de ces pays à acheter des produits alimentaires importés ou sur la sécurité alimentaire. Cela est particulièrement vrai pour les pays les moins avancés (PMA) et certains autres pays en développement. Au cours de la période d'emballement des prix des produits de base du milieu des années 70 et du début des années 80, les prix des exportations agricoles des pays en développement ont augmenté plus rapidement que les prix de leurs importations agricoles (principalement des produits alimentaires). Depuis le milieu des années 80, cette tendance s'est inversée. Nombre de ces pays ont subi de graves pertes dues à la détérioration des termes de l'échange, entre les exportations et les importations agricoles d'une part, et entre les produits agricoles de base qu'ils exportent et les produits manufacturés qu'ils importent, d'autre part.

Au niveau agrégé, les termes de l'échange à l'intérieur du secteur agricole n'ont ni augmenté, ni baissé de manière notable au niveau mondial entre 1961 et 2002. Cependant, si on examine séparément les termes de l'échange des pays appartenant à des groupes de revenus différents, on constate que les pays en développement ont connu des fluctuations importantes et persistantes.

Depuis le milieu des années 80 jusqu'à aujourd'hui, les termes de l'échange des PMA et de certains autres pays en développement se sont gravement détériorés. En ce qui concerne les PMA, par exemple, les termes de l'échange en agriculture ont diminué de moitié après avoir culminé en 1986 et connu un plancher en 2001. Cette forte

détérioration menace la sécurité alimentaire de ces pays qui, pour un grand nombre d'entre eux, ont un besoin vital d'exporter leurs produits de base pour financer leurs importations de produits alimentaires.

En revanche, pour ce qui est des pays développés, on n'observe pas d'évolution tendancielle des termes de l'échange en agriculture. En effet, seules des fluctuations mineures se sont produites au cours des 40 dernières années.

Modifier les termes de l'échange entre produits agricoles et produits manufacturés

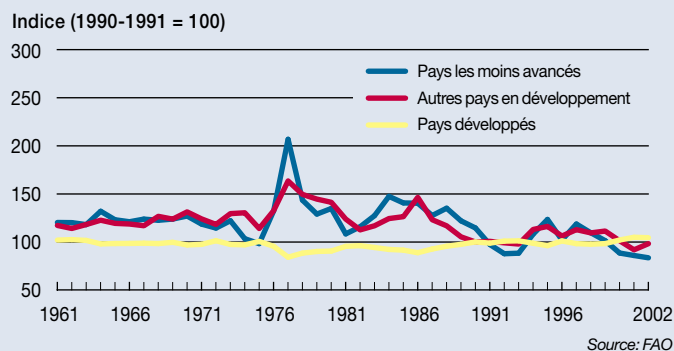
Si la détérioration des termes de l'échange en agriculture a déséquilibré la balance des paiements et augmenté la charge de la dette de nombreux pays en développement, la baisse des termes de l'échange entre les produits agricoles de base exportés et les produits manufacturés importés s'est poursuivie et aggravée. Entre 1961 et 2001, les prix moyens des produits agricoles de base vendus par les PMA ont chuté de près de 70 pour cent par rapport aux prix des produits manufacturés achetés aux pays développés.

La baisse tendancielle des termes de l'échange entre produits primaires et produits manufacturés, ainsi que le transfert de revenus des pays en développement vers les pays développés qui en résulte, a été observée il y a environ 50 ans par les économistes Raul Prebisch et Hans Singer. Selon eux, tendanciellement, la croissance économique privilégie la demande de produits manufacturés à celle des produits primaires, et la productivité augmente plus rapidement pour les produits primaires, de sorte que les prix des produits primaires baissent plus que ceux des produits manufacturés. Une étude récente montre que la productivité mondiale a augmenté 20 pour cent plus rapidement dans l'agriculture que dans l'industrie, et 100 pour cent plus rapidement dans les pays en développement que dans les pays développés.

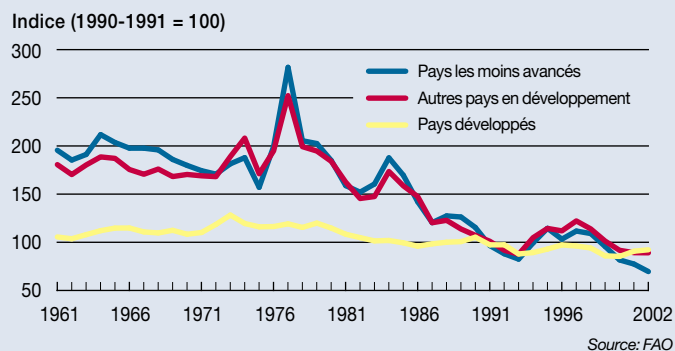
Pour la plupart, les données indiquent une baisse à long terme des termes de l'échange entre produits. Cependant, l'ampleur de cette baisse n'est pas uniforme et, en fonction de la période choisie, les variations des données peuvent estomper les différences entre les tendances et la variabi-



Termes de l'échange des produits agricoles: rapport entre les valeurs unitaires des exportations et les valeurs unitaires des importations



Termes de l'échange des produits agricoles par rapport aux des produits manufacturés: rapports selon un indice de référence entre les valeurs unitaires des exportations agricoles et des exportations de produits manufacturés des pays développés



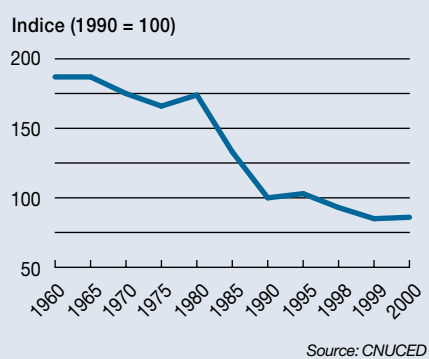
lité à plus court terme. S'il est évident que, sur l'ensemble de la période, les termes de l'échange entre l'agriculture et l'industrie connaissent une baisse tendancielle, la nature de la tendance change nettement vers le milieu et la fin des années 80. En ce qui concerne les années 90, on n'observe pas de tendance nette à la baisse.

Impact de la baisse des termes de l'échange sur les pays en développement

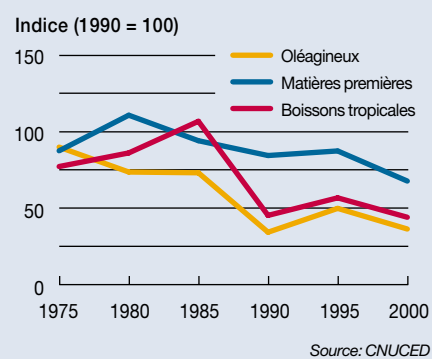
Bien qu'il puisse être difficile de confirmer et de quantifier une tendance mondiale à long terme au moyen de données statistiques, il ne fait aucun doute que les termes de l'échange des exportations agricoles de nombreux pays en développement se sont nettement dégradés. Cette dégradation a été la plus marquée pour les pays qui pouvaient le moins se le permettre. Même au cours des années 90, alors que les termes de l'échange entre les pays développés et les autres pays en développement étaient relativement stables, ces mêmes termes chutaient brutalement de 25 pour cent pour les PMA.

La baisse des termes de l'échange des produits agricoles peut être compensée par l'accroissement des quantités produites et exportées, ce qui permet de maintenir ou d'augmenter la valeur réelle des recettes d'exportation. En fait, si l'on considère le groupe des pays en développement, les augmentations quantitatives des exportations agricoles ont plus que compensé l'impact de la détérioration des prix des produits exportés, de telle sorte que la valeur réelle de leurs recettes d'exportation a augmenté de près de 30 pour cent au cours des deux dernières décennies. Formulé autrement, leurs «termes de l'échange des revenus agricoles» ont augmenté. Toutefois, l'évolution des termes de l'échange des revenus a énormément varié entre les PMA et les autres pays en développement. En effet, les PMA

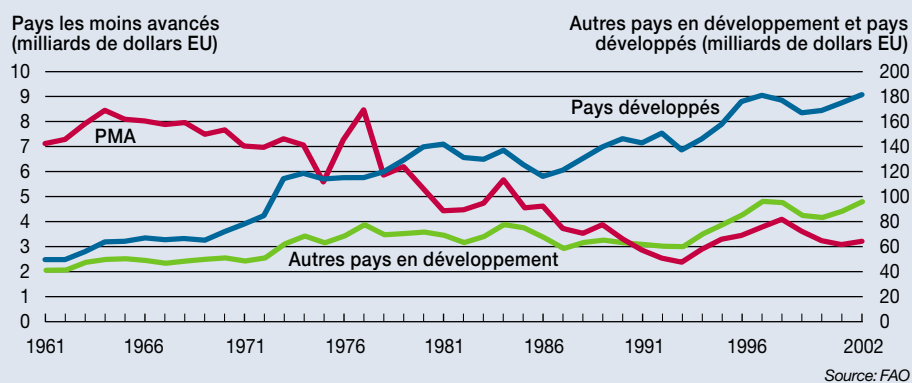
Baisse des termes de l'échange des produits agricoles africains, 1960-2000



Termes de l'échange par groupe de produits de base, 1975-2000



Termes de l'échange des revenus agricoles



n'ont pas pu augmenter leurs recettes d'exportation et l'augmentation des prix des produits importés a amplifié l'érosion de leur pouvoir d'achat. En valeur réelle, les recettes d'exportation des produits agricoles des PMA ont baissé de plus de 30 pour cent pendant la même période. Au cours des 40 dernières années, leurs termes de l'échange des revenus ont diminué de moitié.

L'Afrique subsaharienne est la région qui a le plus souffert de la dégradation des termes de l'échange. Depuis les années 70, cette

dégradation a entraîné une réduction importante du pouvoir d'achat de l'ensemble des exportations de produits de base africains. Les estimations de la Banque mondiale montrent qu'entre 1970 et 1997, la dégradation des termes de l'échange a coûté aux pays d'Afrique non exportateurs de pétrole l'équivalent de 119 pour cent de leur produit intérieur brut (PIB) combiné annuel en recettes perdues. Les quantités exportées n'ont pas augmenté suffisamment rapidement pour compenser les pertes.

Changer les modes de consommation et le commerce international

Au cours des 40 dernières années, le flux net des produits agricoles de base entre les pays développés et les pays en développement s'est inversé. Au début des années 60, l'excédent commercial agricole global des pays en développement s'élevait à près de 7 milliards de dollars EU par an. A la fin des années 80, cet excédent avait disparu. Pendant la plus grande partie des années 90 jusqu'au début des années 2000, les pays en développement ont été des importateurs nets de produits agricoles. Selon la FAO, ce déficit commercial agricole devrait nettement s'aggraver.

Ce changement est apparu encore plus net pour les pays les moins avancés (PMA) qui, au cours de la même période, sont passés d'exportateurs nets à gros importateurs nets de produits agricoles de base. A la fin des années 90, les importations des PMA représentaient plus du double de leurs exportations.

Les importations de produits alimentaires sont en croissance rapide

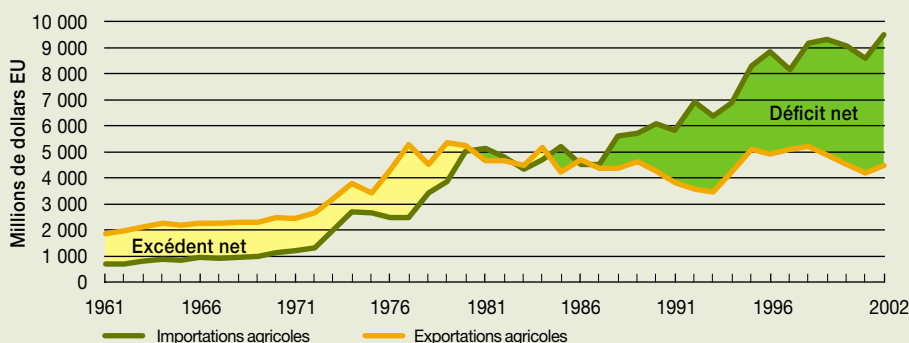
Le commerce mondial des denrées alimentaires a augmenté rapidement et s'est transformé radicalement au cours des dernières décennies. Entre 1970 et 2001, les importations mondiales brutes de produits alimentaires, mesurées en termes d'équivalent calorique, ont augmenté de près de 60 pour cent. Cependant, cette croissance est loin d'être identique au sein même des groupes de pays et des groupes de produits de base.

Dans les pays en développement, les importations brutes de produits alimentaires ont augmenté de 115 pour cent pendant cette période. Les importations des pays développés, qui importent déjà une plus forte proportion de leurs produits alimentaires, ont augmenté de 45 pour cent. Un examen plus attentif des données montre que les importations de produits alimentaires des pays en développement ont crû rapidement pendant les années 70, avant de ralentir pendant les années 80 et d'accélérer à nouveau pendant les années 90. Ce schéma convient pour le volume des importations de produits alimentaires et pour le rapport entre les importations de produits alimentaires et la disponibilité par habitant pour la consommation. L'augmentation des importations de produits alimentaires signifie que l'excédent commercial en produits alimentaires des pays en développement, égal à 1 milliard de dollars EU, s'est transformé en déficit de plus de 11 milliards de dollars EU pendant cette période. Cette tendance devrait se poursuivre. Selon les prévisions de la FAO, d'ici à 2030, le déficit commercial net en produits alimentaires des pays en développement devrait s'élever à plus de 50 milliards de dollars EU, calculé en dollars EU constants de 1997-1999.

Malgré les très nettes différences qui existent entre les profils alimentaires et commerciaux des pays développés et des pays en développement, les importations de divers produits de base semblent évoluer d'une manière identique.

Balance commerciale agricole des pays les moins avancés, 1961-2002

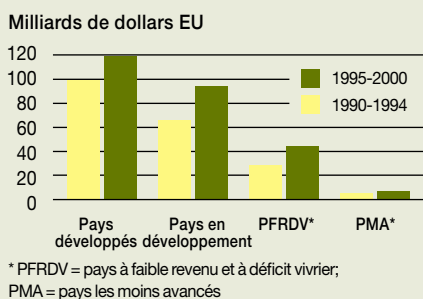
Depuis la fin des années 80, les pays les moins avancés sont devenus importateurs nets de produits agricoles.



Source: FAO

Coût des importations de produits alimentaires par groupes de pays, 1990-2000

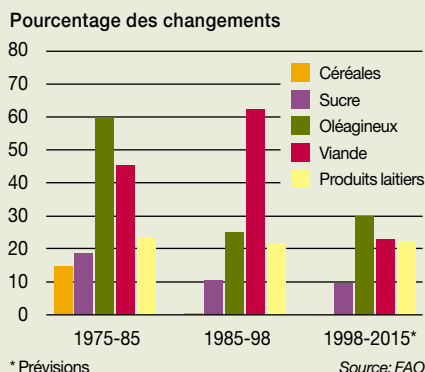
Pendant les années 90, les pays en développement ont augmenté leurs importations de produits alimentaires (en valeur nominale) de 43 pour cent et les pays à faible revenu et à déficit vivrier de 54 pour cent.



Source: FAO

Changements dans la consommation de produits alimentaires par habitant dans les pays en développement

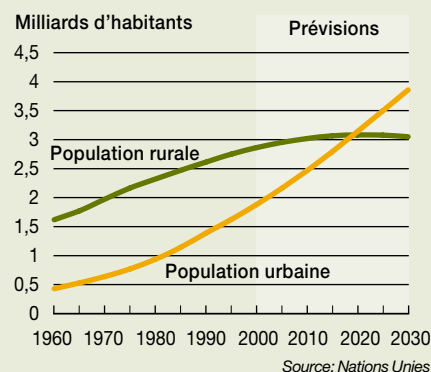
La consommation de viande, de matières grasses et de produits laitiers a augmenté rapidement. La consommation de céréales n'a pas augmenté.



Source: FAO

Urbanisation dans les pays en développement, 1960-2030

D'ici à 2020, une majorité de plus de 6 milliards de personnes habitera dans les cités du monde en développement.



Source: Nations Unies

Si l'on considère les cinq grands groupes de produits alimentaires – céréales, oléagineux comestibles, produits d'origine animale, sucre, fruits et légumes –, on constate que les denrées alimentaires à base de céréales ont longtemps dominé le commerce international. Ce n'est plus vrai aujourd'hui. En effet, la part des céréales dans le volume total des importations agricoles est inférieure à 50 pour cent dans les pays en développement et à un tiers dans les pays développés. Malgré le déclin des importations de céréales, les pays développés et les pays en développement importent toujours plus de produits alimentaires transformés à plus forte valeur, en particulier les oléagineux comestibles, les produits d'origine animale et les fruits et légumes.

L'importance relative de la baisse du commerce des céréales a masqué les variations de tendance entre les différentes céréales. Le commerce des céréales primaires (blé et riz) a enregistré une forte croissance tandis que la dépendance calorique à l'égard des céréales secondaires commercialisées a connu une forte chute.

L'importance relative du sucre importé suit aussi cette baisse tendancielle. En effet, la diversification de la production et l'utilisation d'édulcorants et de sucres autres que le sucre de canne ont contribué à la baisse des importations de sucre des pays développés.

Changer les régimes alimentaires, changer le commerce

Les évolutions des modes de production, les progrès technologiques et les changements des politiques commerciales et intérieures jouent un rôle important dans la structuration du commerce international. Cependant, les régimes alimentaires, les préférences des consommateurs et les exigences d'une industrie alimentaire de plus en plus concentrée

ont introduit de nombreux changements dans le commerce des produits de base. En outre, celui-ci a subi l'influence de la mondialisation et la présence de plus en plus marquée de l'industrie de la restauration rapide dans les pays en développement.

La croissance des revenus, les variations de prix relatives, l'urbanisation et l'évolution des préférences des consommateurs ont modifié les profils alimentaires des pays développés et des pays en développement. Le consommateur qui a plus d'argent à dépenser ajoute à son régime alimentaire des aliments plus variés, plus chers et à plus forte valeur. Ces changements se retrouvent dans le volume et la composition du commerce mondial des produits agricoles de base.

Les dépenses en matière de denrées alimentaires et les réactions aux variations de revenus ne sont pas les mêmes dans les pays en développement et les pays développés. Dans ces derniers, la plupart des consommateurs peuvent déjà acquérir les aliments qu'ils préfèrent. Lorsque leurs revenus augmentent, les changements concernant leur régime alimentaire et leurs achats de produits alimentaires sont donc relativement mineurs.

En revanche, dans les pays en développement, toute hausse des revenus a un impact immédiat et profond sur les régimes alimentaires et, par voie de conséquence, sur le commerce des produits de base et des produits alimentaires transformés, car les consommateurs adaptent leurs budgets afin d'acquérir des produits alimentaires à plus forte valeur. De même, la baisse des prix réels des produits alimentaires a permis aux consommateurs les plus démunis d'accéder à une nourriture plus saine à un niveau de revenu équivalent.

Ainsi, depuis le milieu des années 70, la consommation de viande par habitant dans les pays en développement a plus que doublé, et ces pays sont passés d'exportateurs nets de plus de 500 000 tonnes de viande

à importateurs nets de plus de 1,2 million de tonnes. La FAO a estimé qu'au cours des 30 prochaines années, le régime alimentaire des habitants du monde en développement comprendra environ 30 pour cent de plus de viande, de produits laitiers et de matières grasses. Dans ces pays, la consommation de céréales par habitant ne devrait pas changer, bien que l'utilisation croissante de céréales secondaires augmente la part totale de céréales consommée par personne.

A la hausse des revenus s'ajoute l'urbanisation rapide qui a contribué à changer les modes de vie, les préférences alimentaires et la structure du commerce des produits de base. Les citadins, plus nombreux et plus aisés, ont orienté la demande vers des produits alimentaires plus diversifiés et dont la préparation est plus rapide. Les importations de produits alimentaires transformés et à plus forte valeur ont augmenté pour satisfaire cette demande. Mais les pays développés et les pays en développement sont désormais confrontés au problème croissant de la surnutrition et de l'obésité qui se développe parallèlement au problème existant de la dénutrition.

Selon les chiffres des Nations Unies, la population urbaine mondiale devrait augmenter de 70 pour cent au cours des trois prochaines décennies. Cette croissance aura lieu essentiellement dans les pays en développement, notamment en Afrique et en Asie. En 1985, il y a donc à peine vingt ans, près de 70 pour cent de la population des pays en développement vivaient dans des zones rurales. D'ici à 2020, plus de la moitié de ces 6 milliards de personnes devraient rejoindre les cités. Il est probable que leurs revenus plus élevés et leurs modes de vie urbains apporteront de nouveaux changements dans la structure des importations mondiales, accentuant la tendance vers des denrées alimentaires transformées et à plus haute valeur.

Le coût des importations de produits alimentaires pèse sur les économies

Les hausses récentes d'importations de produits alimentaires ont été particulièrement importantes dans les nombreux pays qui sont les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. En ce qui concerne les pays en développement dans leur ensemble, le volume des importations brutes de produits alimentaires a augmenté à un rythme annuel de 5,6 pour cent, bien supérieur à celui des pays développés, égal à 1,9 pour cent.

La performance économique individuelle des pays en développement a joué un rôle important dans la rapidité avec laquelle ces pays ont augmenté leurs importations de produits alimentaires pendant les années 90. Les pays qui ont affiché globalement une croissance économique soutenue, calculée en produit intérieur brut (PIB) par habitant, ont augmenté leurs importations de produits alimentaires plus rapidement. La forte croissance du secteur agricole a eu l'effet inverse. La croissance plus rapide de la valeur ajoutée agricole par habitant n'a pas entraîné de hausse correspondante des importations de produits alimentaires.

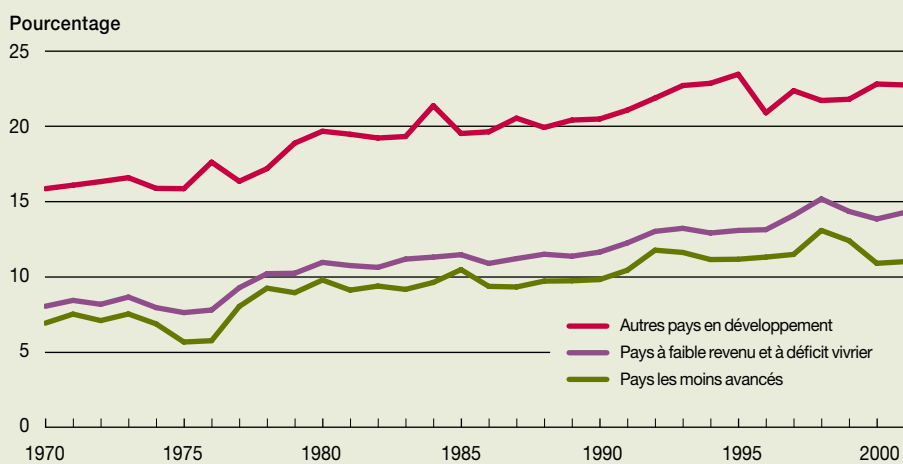
Aucun de ces effets n'est surprenant. La production de produits alimentaires réagit assez lentement aux changements de la demande, car il faut du temps aux exploitants pour accroître le volume de leurs récoltes ou la taille de leurs plantations, ou encore

de leurs cheptels. L'accroissement de la production intérieure peut également être entravé par les faiblesses inhérentes à la production intérieure de produits alimentaires et aux systèmes de distribution. Entre autres faiblesses, citons la faible productivité, les insuffisances des chaînes d'approvisionnement et des systèmes de commercialisation indispensables pour atteindre les consommateurs urbains, et le manque de compétitivité vis-à-vis des produits importés, surtout lorsque ces derniers ont été subventionnés par les pays développés. Par conséquent, lorsque les revenus et la demande augmentent rapidement, les importations peuvent changer d'échelle beaucoup plus vite que la production intérieure. En revanche, une croissance plus rapide du secteur agricole augmente souvent la disponibilité intérieure des produits alimentaires, réduisant la demande de produits importés.

L'achat de produits importés peut amputer les ressources d'un pays dont la croissance économique a du retard et dont les recettes en devises étrangères sont limitées. Evaluer la part que représente le coût des importations alimentaires dans le PIB et les recettes d'exportation (volume total des exportations de marchandises) permet de déterminer le niveau de «contrainte» que les importations de produits alimentaires font peser sur l'économie.

Part des importations brutes de produits alimentaires (à l'exclusion de l'aide alimentaire) dans la consommation alimentaire apparente totale, 1970-2001

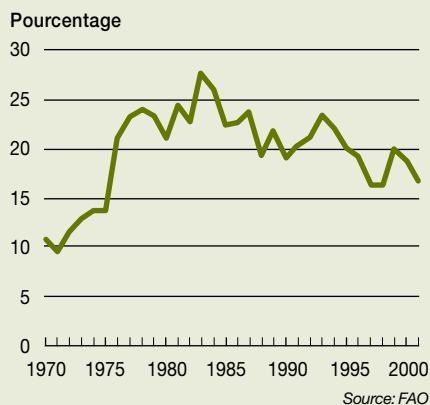
Depuis 1970, la part des produits alimentaires importés dans la consommation alimentaire totale (exprimée en kcal) a augmenté dans les pays en développement.



Source: FAO

Part de l'aide alimentaire dans la valeur totale des importations de produits alimentaires des pays les moins avancés, 1970-2001

L'aide alimentaire a représenté une part croissante des importations totales de produits alimentaires des pays les moins avancés jusqu'au milieu des années 80. Elle a depuis décliné.



Au cours des trois décennies passées, la part du coût des importations brutes de produits alimentaires dans le PIB a plus que doublé pour un pays en développement moyen. Cette hausse a été beaucoup plus marquée dans les pays les moins avancés (PMA), où la valeur des importations de produits alimentaires est passée brutalement de 1 pour cent de leur PIB à plus de 4 pour cent. Cela signifie que l'augmentation du coût des importations brutes de produits alimentaires a dépassé la croissance économique globale des pays en développement, ce qui met à contribution leurs ressources économiques.

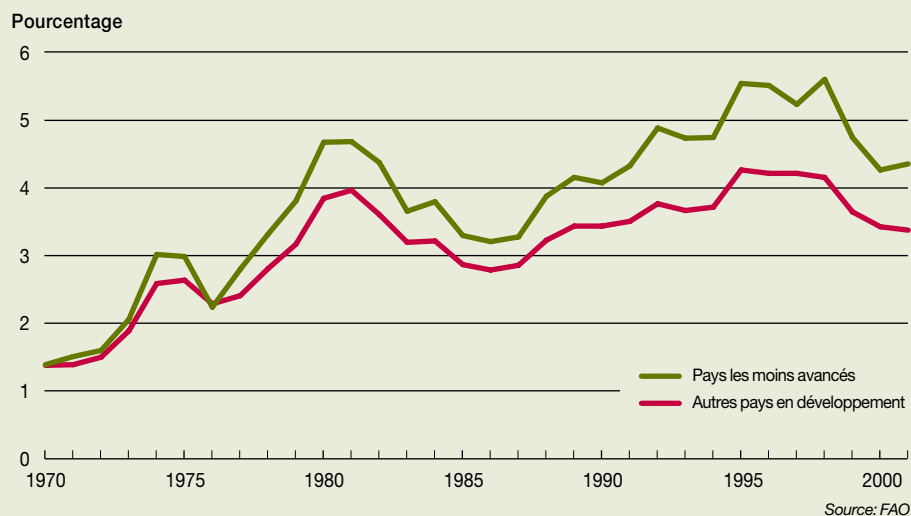
Comparer le coût des importations brutes de produits alimentaires aux recettes d'exportation montre à quel point le coût des produits alimentaires importés pèse sur les réserves en devises étrangères. Cette comparaison montre également qu'au cours des 30 dernières années, les pays les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire (les PMA) ont consacré, en moyenne, une part croissante de leurs recettes en devises étrangères à l'importation de produits alimentaires. Au début des années 70, les PMA dépensaient environ 43 pour cent de leurs recettes d'exportation pour acquérir des produits alimentaires importés, contre 36 pour cent pour les autres pays en développement. Depuis cette époque, la part moyenne dépensée par les PMA est passée à 54 pour cent, celle des autres pays en développement reculant à 24 pour cent.

Importations de produits alimentaires et aide alimentaire

Outre le fait qu'ils consacrent une part croissante de leur PIB et de leurs recettes en

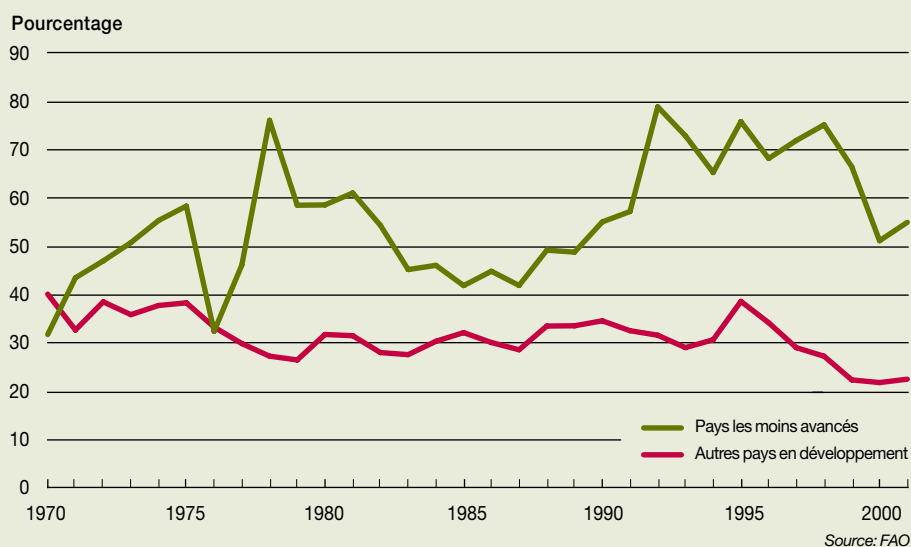
Part des importations de produits alimentaires dans le PIB des pays en développement, 1970-2001

Depuis 1970, la part du PIB consacrée aux importations de produits alimentaires a fortement augmenté dans les pays en développement. Elle a quasiment triplé dans les pays les moins avancés.



Part du coût des importations de produits alimentaires dans la valeur totale des exportations de marchandises, 1970-2001.

Depuis 1990, les pays les moins avancés ont dépensé entre 50 et 80 pour cent des devises étrangères provenant des recettes d'exportation pour importer des produits alimentaires.



devises étrangères aux importations de produits alimentaires, les PMA reçoivent également une aide alimentaire importante. Lorsque les flux d'aide alimentaire vers les pays souffrant de pénurie alimentaire sont moins importants, il semblerait logique que les importations alimentaires à caractère commercial augmentent, ce que les chiffres semblent confirmer.

Au début des années 80, lorsque la part de la valeur de l'aide alimentaire a augmenté dans le volume total des importations de produits alimentaires, les PMA ont consacré une part beaucoup plus faible de leur PIB et de leurs recettes d'exportation à l'achat

de produits alimentaires importés. Cette tendance s'est inversée depuis le milieu des années 80. En effet, la valeur de l'aide alimentaire a diminué de manière importante par rapport à la valeur totale des importations de produits alimentaires. Les PMA semblent avoir compensé cette baisse en consacrant une part plus importante de leurs ressources intérieures à la stimulation des importations commerciales de produits alimentaires et à la préservation de la sécurité alimentaire nationale.

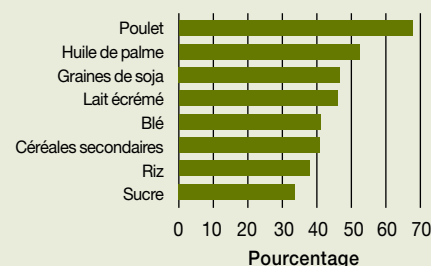
Origines des variations du coût des importations de produits alimentaires des pays les moins avancés

Les variations du coût des importations de produits alimentaires sont dues aux variations de prix et de quantité des produits alimentaires importés. Les variations de prix des importations découlent pour une grande part de la volatilité des marchés internationaux. La hausse des prix contracte la demande de produits alimentaires importés et, si celle-ci est inélastique, renchérit le coût des importations, ce qui réduit la quantité de produits importés et influe négativement sur la sécurité alimentaire. L'inverse se produit lorsque les prix des produits importés chutent. La quantité de produits importés varie non seulement en fonction du prix, car la demande s'ajuste aux changements de prix, mais aussi en fonction d'autres facteurs importants, notamment les changements exogènes de la production intérieure et de la demande. Analyser l'impact de l'évolution des prix et des quantités des importations de produits alimentaires sur le coût des importations de produits alimentaires des pays les moins avancés (PMA) pourrait donner certaines indications sur les types de politiques qu'il conviendrait d'adopter pour réduire les risques et les incertitudes que le marché fait peser au niveau national sur les pays en développement vulnérables.

Selon les résultats d'une étude d'un échantillon de produits alimentaires de base de première importance (blé, céréales secondaires, riz, sucre, poulet, lait écrémé, soja et huile de palme), l'évaluation du coût des importations de produits alimentaires montre que chaque produit de base ne contribue pas de la même manière aux variations de quantité et de prix. La part des variations

de prix des produits importés dans le coût des importations se situe entre environ 35 pour cent et près de 70 pour cent. Cette part est beaucoup moins importante (en termes statistiques) pour les denrées de base (sucre, riz, céréales secondaires et blé) que pour les produits dont l'élasticité de la demande par rapport aux revenus et aux prix est plus élevée (poulet et huile de palme). Cela signifie que le coût des importations de produits de base dans les PMA est plus influencé par les variations de la production intérieure, qui définissent le volume des importations nécessaires à la satisfaction des besoins de consommation intérieure de produits alimentaires de base. Imaginons par exemple que la production intérieure de produits alimentaires de base subisse un choc négatif important. Compte tenu du niveau élevé d'autosuffisance qui existe dans la plupart des PMA en ce qui concerne les produits alimentaires de base, ce choc se traduira par une hausse

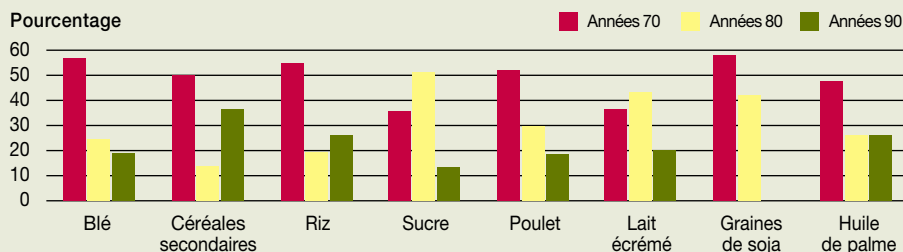
Contribution des variations de prix aux variations du coût des importations de certains produits alimentaires de base dans les pays les moins avancés



Source: FAO

Distribution de l'incidence des pics de prix de certains produits alimentaires de base importés sur l'économie des pays les moins avancés, 1970-2000

La fréquence des pics de prix des produits alimentaires de base a diminué depuis les années 70 pour tous les produits de base étudiés.



Source: FAO

importante de la demande de produits importés. Les besoins liés à la sécurité alimentaire des PMA étant inélastiques, une telle hausse de la demande de produits importés n'est pas vraiment influencée par les prix internationaux. Du point de vue des politiques, ces conclusions montrent que les mesures prises par les PMA pour réduire l'instabilité de leurs marchés intérieurs à l'égard des produits de base pourraient également contribuer plus avantageusement à réduire l'instabilité des coûts de leurs importations de produits alimentaires.

Cependant, les mesures qui visent à atténuer les effets de l'instabilité des prix internationaux peuvent encore constituer une composante importante d'une stratégie globale de réduction de l'incertitude inhérente au coût des importations de produits alimentaires. Les variations de prix des importations exercent une forte influence sur le coût des importations de produits alimentaires des PMA. Avec une part aussi importante de leurs maigres recettes en devises étrangères consacrée à l'achat de produits importés, les PMA sont particulièrement vulnérables aux pics de prix imprévus et à l'instabilité des marchés mondiaux des produits alimentaires. Un pic de prix est une augmentation de prix extrême et imprévisible beaucoup plus violente que ce qui pourrait être considéré comme une réaction normale à l'évolution des prix et des quantités. Les pics des prix internationaux des produits alimentaires de base peuvent mettre durement à l'épreuve les réserves en devises étrangères, surtout lorsque des chocs négatifs ébranlant la production intérieure de produits alimentaires se produisent simultanément.

Le nombre de pics de prix concernant une grande partie des produits alimentaires de base a diminué depuis les années 70. Néanmoins, de nombreux PMA souffrent de l'extrême volatilité des prix et du grand nombre de pics de prix touchant les produits alimentaires de base qu'ils doivent importer pour garantir la sécurité alimentaire de leurs populations.

La plupart de ces pics ont coïncidé avec les grands événements qui ont secoué la production et les marchés des produits alimentaires, telle la «grande crise alimentaire mondiale» de 1974-1975. D'autres ont coïncidé avec des décisions politiques importantes prises dans de grandes régions industrialisées. Ainsi, les décisions des États-Unis et de l'Union européenne de modifier leurs politiques de soutien intérieur ont aggravé les variations de prix sur les marchés internationaux découlant d'ajustements normaux entre l'offre et la demande.

Au cours des 30 dernières années, le coût des importations de produits alimentaires des PMA a augmenté plus rapidement que leur croissance économique globale et leurs recettes d'exportation. Les PMA ont également subi

Importations de produits alimentaires, développement économique et sécurité alimentaire

En général, les pays en développement qui souffrent d'une sous-alimentation généralisée sont fortement tributaires de l'agriculture pour l'emploi et les revenus, et des exportations de produits agricoles de base pour les recettes en devises étrangères. Même lorsque leurs populations sont en majorité rurales et que leurs économies sont essentiellement agricoles, ces pays dépendent également de plus en plus des importations de produits alimentaires et consacrent une part élevée de leurs recettes en devises étrangères à leur acquisition.

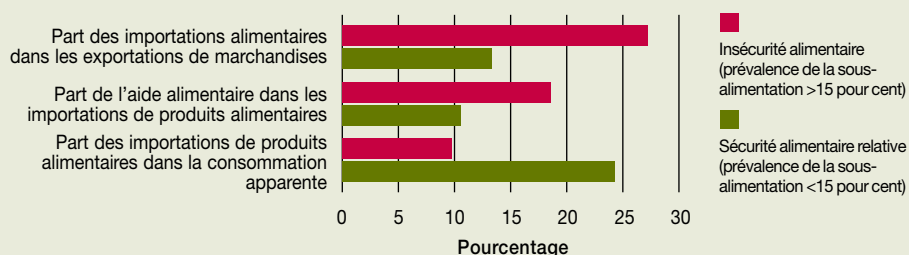
L'analyse d'un grand nombre de variables liées au développement économique et agricole, aux importations de produits alimentaires et à l'insécurité alimentaire montre que la nature et le degré de participation des pays en développement au commerce international sont en rapport avec l'ampleur de la sous-alimentation et de l'insécurité alimentaire qui les frappent.

Les relations entre les importations de produits alimentaires, la participation au commerce international et la sécurité alimentaire peuvent être démontrées en divisant les pays en développement en deux grands groupes, selon la proportion de leur population souffrant de sous-alimentation chronique. Les pays dans lesquels 15 pour cent de la population est sous-alimentée sont déclarés en état d'insécurité alimentaire. Ceux où la prévalence de la sous-alimentation est inférieure à 15 pour cent sont considérés en situation de sécurité alimentaire relative.

L'analyse statistique révèle que l'insécurité alimentaire est étroitement corrélée à un indice composite reposant sur trois indicateurs liés à la structure du commerce international: la part des importations de produits alimentaires dans la valeur totale des exportations de marchandises, la part de l'aide alimentaire dans les importations alimentaires et la part de la valeur totale des importations de produits alimentaires mesurée en calories disponibles à la consommation.

On constate que les pays où la sous-alimentation est généralisée consacrent une proportion bien plus élevée de leurs recettes d'exportation aux importations alimentaires. Malgré cette forte ponction sur des réserves de devises étrangères limitées, ces pays vulnérables à l'insécurité alimentaire ne couvrent qu'une part réduite de leur consommation apparente en important des produits alimentaires. On en déduit donc que ces pays pourraient importer encore plus de produits alimentaires pour pallier les insuffisances de la production intérieure et assurer la sécurité alimentaire s'ils n'étaient pas pénalisés par la faiblesse de leurs recettes en devises étrangères. On en déduit également que l'obligation de consacrer une proportion aussi élevée des ressources en devises étrangères aux importations de denrées alimentaires peut réduire la capacité de ces pays à investir dans d'autres domaines qui stimuleraient leur développement et réduirait leur vulnérabilité à long terme.

Valeur moyenne des variables liées au commerce des produits alimentaires des pays les moins avancés comparée à la prévalence de la sous-alimentation, 1999-2001*



* Moyennes des pays groupés en fonction de la prévalence de la sous-alimentation

une volatilité beaucoup plus grande du coût de leurs importations de produits alimentaires, compte tenu de leur croissance économique globale et de leurs recettes d'exportation. Le double facteur coût élevé/imprévisibilité du coût des importations de produits alimentaires empêche certains PMA d'assurer la sécurité alimentaire au niveau national.

Les variations brusques des marchés, déclenchées par des décisions de politique importantes, semblent avoir eu des conséquences mesurables et sans doute préjudiciables sur ces pays vulnérables. L'analyse de ces pics de prix et de leur lien avec les décisions poli-

tiques prises par les pays développés en matière commerciale et agricole souligne qu'il est nécessaire d'évaluer les incidences potentielles de ces décisions sur les PMA pendant les délibérations politiques internationales, telles celles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et de prévoir des mesures pour les atténuer. En outre, il faudrait s'efforcer concrètement de réduire la vulnérabilité des PMA et leur permettre d'accéder à un approvisionnement continu de produits alimentaires sur les marchés internationaux en apportant une solution aux problèmes de la volatilité des prix mondiaux à court terme.

Les risques de la dépendance à l'égard des exportations de produits de base

De nombreux pays en développement sont tributaires des exportations d'un petit nombre de produits agricoles de base – parfois d'un seul – qui représentent une part importante de leurs recettes d'exportation. Cette concentration rend ces pays très vulnérables aux aléas du marché ou aux conditions climatiques. Une sécheresse ou une chute des prix sur les marchés internationaux peuvent vider rapidement leurs réserves de change, réduire leur capacité à payer les importations indispensables et les plonger dans la dette.

Pas moins de 43 pays en développement dépendent d'un seul produit, représentant plus de 20 pour cent des recettes totales des exportations de marchandises. La plupart de ces pays se situent en Afrique subsaharienne, en Amérique latine ou dans les Caraïbes, et dépendent de produits d'exportation comme le sucre, le café, la fibre de coton ou la banane. La pauvreté y est très répandue. Plus des trois quarts de ces 43 pays sont classés au rang des pays les moins avancés (PMA) car leur produit intérieur brut (PIB) par habitant est inférieur à 900 dollars EU par an.

Par ailleurs, des chiffres récents montrent que seuls quelques-uns d'entre eux parviennent à réduire leur dépendance à l'égard des produits de base. Dans 14 de ces pays, la dépendance à l'égard d'un seul produit

agricole de base a augmenté entre 1986-1988 et 1997-1999, et seuls sept d'entre eux ont réussi à réduire leur dépendance à l'égard d'un seul produit. Au cours des 20 dernières années, les prix réels de nombre de ces produits de base dont ces pays dépendent ont connu de fortes variations et, dans l'ensemble, des chutes importantes (voir page 13).

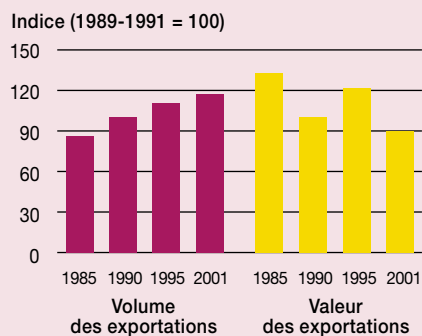
Dans ces pays, les baisses et les fluctuations des recettes d'exportation ont pesé lourdement sur les revenus, les investissements et l'emploi, et ont plongé nombre d'entre eux dans la dette. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont classé 42 pays au rang des pays pauvres très endettés (PPTE). Pour 37 d'entre eux, les produits primaires représentent plus de la moitié de leurs recettes d'exportation de marchandises. Dans le monde, plus de la moitié du cacao et plus d'un quart du café sont produits dans des pays classés PPTE.

Le coût élevé de la baisse des prix

La plupart des produits agricoles ont connu une baisse tendancielle des prix en valeur réelle, et les prévisions à long terme ne sont pas encourageantes. Selon les estimations de la Banque mondiale pour 2015, les prix réels de la plupart des produits agricoles de base devraient dépasser leurs niveaux actuels,

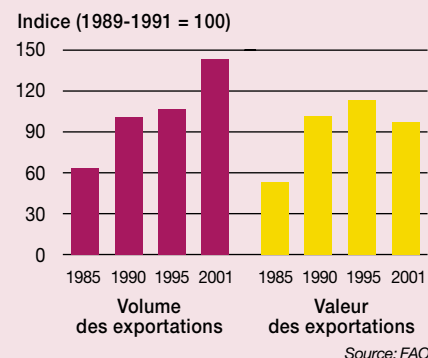
Plus d'exportations de café, moins de recettes

Depuis les plus hauts niveaux atteints par les prix du café au milieu des années 80, les pays qui sont tributaires du café pour plus de 20 pour cent de leurs recettes d'exportation ont augmenté le volume de leur production de café de 26 pour cent. En revanche, les recettes tirées de leurs exportations de café ont baissé de près d'un tiers.



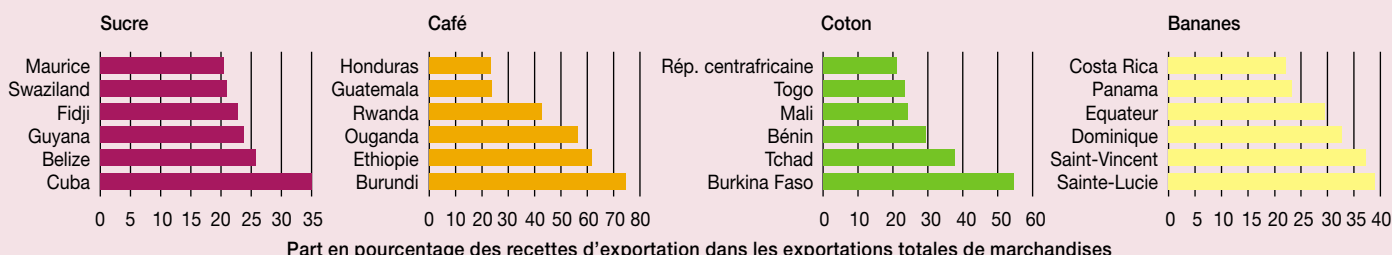
Les exportations de coton croissent mais les recettes stagnent

Au cours des années 90, les pays qui sont tributaires des exportations de coton pour plus de 20 pour cent de leurs recettes commerciales ont augmenté le volume de leurs exportations de plus de 40 pour cent. En revanche, leurs recettes ont baissé de 4 pour cent suite à la chute des cours du coton.



Dépendance des recettes d'exportation de produits agricoles vis-à-vis d'un seul produit de base, 1997-1999

Quarante-trois pays en développement sont tributaires des exportations d'un seul produit agricole de base pour plus de 20 pour cent de leurs recettes totales d'exportation de marchandises. La plupart d'entre eux souffrent de la pauvreté généralisée, et plus des trois quarts sont classés au rang des pays les moins avancés. Les produits de base dont ils dépendent le plus couramment sont le café, le cacao, le coton, le sucre et la banane.



tout en restant inférieurs aux pics qu'ils avaient atteints au milieu des années 90.

Pour certains pays en développement, l'effondrement des prix des produits de base a créé un choc traumatique provoquant une hausse du chômage rural et une forte baisse des recettes d'exportation. Celle-ci a réduit leur capacité à payer les importations de produits alimentaires, notamment dans les pays où le coût des importations alimentaires représente une part élevée du PIB.

Si les prix des 10 produits agricoles de base les plus importants (calculés en valeurs des exportations) exportés par les pays en développement avaient augmenté en suivant l'inflation depuis 1980, ces exportateurs auraient reçu en 2002 près de 112 milliards de dollars EU de plus que ce qu'ils ont réellement reçu, soit le double du montant total de l'aide distribuée dans le monde.

Le coût élevé de la volatilité des prix

Bien que l'ampleur de la volatilité ait diminué au cours des 20 dernières années, les prix de nombreux produits agricoles de base demeurent extrêmement fluctuants. Les pics et les chutes de prix peuvent être déclenchés par une sécheresse ou une récolte exceptionnelle. Leur durée et leur accentuation tiennent au fait que l'offre et la demande de produits de base, notamment les plantes vivaces, réagissent lentement aux variations de prix.

Lorsque les stocks sont bas et les prix élevés, les exploitants peuvent augmenter la taille de leurs plantations mais ils ne peuvent pas réduire le temps qu'il faut pour qu'elles soient productives. Dans le cas des plantes vivaces comme le caféier ou le cacaoyer, cette montée en production peut durer des années. Lorsque les exploitants finissent par augmenter leur production, les prix chutent car l'offre dépasse rapidement la demande dans les pays importateurs. En effet, celle-ci ne réagit pas à la baisse des prix en augmentant de manière significative. Ce phénomène se traduit générale-

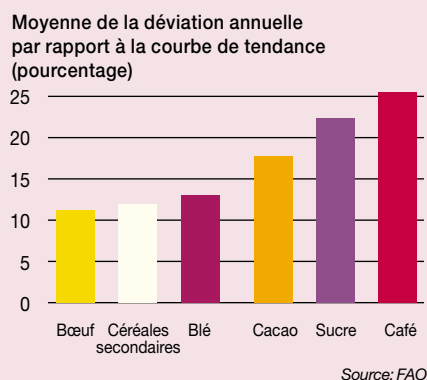
ment par de courtes périodes de flambées des prix suivies de longues périodes de récession.

Dans l'ensemble, l'instabilité semble plus élevée pour les matières premières d'origine agricole et les boissons tropicales que pour les produits des zones tempérées. Or les premiers sont des produits de base essentiels pour les recettes d'exportation des pays en développement.

Les prix en baisse et la volatilité des prix coûtent très cher aux exploitants et aux gouvernements du monde en développement. Une baisse importante ou prolongée des prix des produits de base peut compliquer le remboursement de la dette et transformer l'emprunt à court terme en endettement à long terme. Une publication conjointe FMI/Banque mondiale récente montre qu'une forte baisse des prix des principaux produits d'exportation est la principale raison de l'aggravation dangereuse du rapport dettes/exportations présenté par les 15 pays pauvres très endettés.

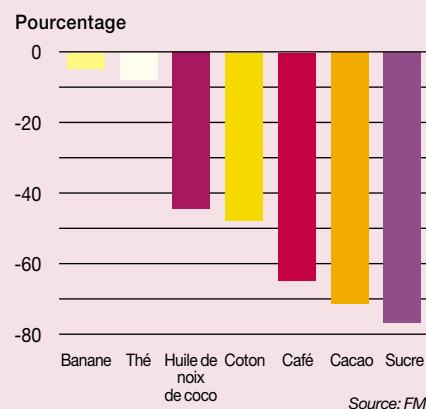
Instabilité des prix mondiaux en valeur nominale de certains produits de base, 1986-1999

Les produits de base commercialisés par les pays en développement sont plus fréquemment soumis à des fluctuations que les produits des zones tempérées exportés par les pays développés.



Baisse des prix en valeur nominale de certains produits de base, 1980-2000

Les prix de plusieurs produits de base exportés par des pays dépendant de ces produits ont connu de fortes baisses au cours de ces deux décennies.



Obstacles au commerce dans les pays développés – droits de douane, progressivité des droits de douane et soutien à la production

Le niveau élevé de la protection agricole dans les pays développés et les pays en développement, et le soutien important apporté par les premiers à la production intérieure ont entravé la croissance des exportations agricoles des pays en développement. L'Accord de l'OMC sur l'agriculture dans le cadre des négociations commerciales du Cycle de l'Uruguay a lancé le processus d'élimination des obstacles au commerce des produits agricoles. Malgré cela le niveau de protection reste élevé.

En ce qui concerne les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le taux moyen des droits de douane consolidés pour les produits agricoles est de 60 pour cent, contre un taux moyen de 5 pour cent pour les produits industriels. En moyenne, les droits de douane appliqués aux importations de produits agricoles provenant des pays en développement sont de l'ordre de 12 pour cent aux Etats-Unis, de 20 pour cent dans l'Union européenne, de 17,5 pour cent au Canada et de 22 pour cent au Japon. (Il est entendu que ces moyennes ne donnent qu'une indication grossière de l'incidence relative des droits de douane et qu'elles seront influencées par la composition, par pays et par produits de base, des flux marchands.) Parallèlement, les accords commerciaux préférentiels proposés par certains pays développés, notamment aux pays les moins avan-

cés (PMA), ont donné à ces pays de nombreuses possibilités d'augmenter et de diversifier leurs exportations. Par exemple, l'initiative de l'Union européenne inclut un ensemble de mesures relatives à un accès préférentiel au marché pour les PMA, appelé «Tout sauf les armes» (importations libres de droits et de contingents). Cependant, les accords commerciaux préférentiels ont été sous-utilisés dans de nombreux cas. Les droits de douane appliqués par les pays en développement peuvent être également élevés et freiner l'expansion du commerce entre ces pays.

Les pics tarifaires sont très pénalisants

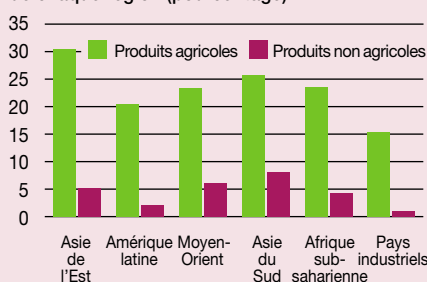
En moyenne, les droits de douane auxquels sont confrontés les pays en développement peuvent être faibles, mais les «pics tarifaires», qui sont beaucoup plus élevés que la moyenne, sont appliqués à un certain nombre de produits de base qu'ils exportent, notamment le sucre et les produits horticoles. Pour chaque groupe de produits de base, les pays développés maintiennent plus de pics tarifaires que les pays en développement, et ceux-ci sont en moyenne plus élevés. Selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les pics tarifaires les plus élevés appliqués aux importations agricoles dans les pays développés s'élèvent à 350 pour cent pour le tabac, 277 pour cent pour le chocolat, 171 pour cent pour les oléagineux et 134 pour cent pour la volaille.

Les statistiques de la FAO montrent que si les droits de douane étaient abaissés de 40 à 60 pour cent dans les pays développés et

Droits de douane imposés par les pays développés sur les produits agricoles et non agricoles, par région, 1997

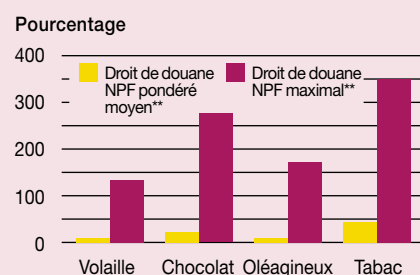
Les pays développés imposent des droits de douane beaucoup plus élevés sur les exportations agricoles des pays en développement que sur ceux des autres pays développés.

Droits de douane appliqués par les pays industriels sur les importations de chaque région (pourcentage)



Source: Banque mondiale

Pics tarifaires NPF imposés dans les marchés des pays développés sur les importations agricoles des pays en développement*



* Droits de douane ad valorem uniquement

**NPF = nation la plus favorisée

Source: OCM



de 25 à 40 pour cent dans les pays en développement, les pics tarifaires faisant dans cette hypothèse l'objet des baisses les plus importantes, les exportations agricoles des PMA pourraient augmenter de 18 pour cent.

La progressivité des droits de douane décourage la diversification

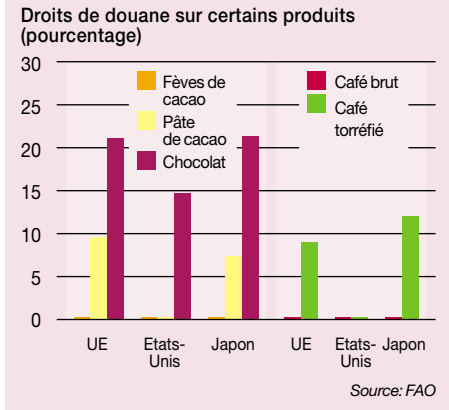
Les exportations provenant des pays en développement sont également confrontées à la progressivité des droits de douane qui frappent les produits exportés à des stades de transformation plus avancés. La progressivité des droits de douane se répercute tout au long de la chaîne de transformation de nombreux produits agricoles, c'est-à-dire aux différentes étapes de la transformation d'un produit de base comme la fève de cacao en produit fini comme le chocolat.

Une étude récente de la FAO portant sur 16 chaînes de transformation des produits conclut que 12 d'entre elles sont soumises à la progressivité des droits de douane, pour la plupart au premier stade de la transformation. Cette étude indique également que la progressivité des droits de douane est particulièrement accentuée dans les secteurs des produits agricoles de base (tels la viande, le sucre, les fruits, le café, le cacao, les cuirs et les peaux) qui sont les plus importants pour les pays en développement les plus pauvres.

L'industrie de la transformation des produits alimentaires inclut des taux de progressivité des droits de douane et des pics tarifaires qui, pour certains, comptent parmi les plus élevés. Dans de nombreux cas, les droits de douane sur les produits alimentaires entièrement transformés sont deux fois plus élevés que les droits de douane sur les produits alimentaires de base. C'est l'une des raisons qui expliquerait la participation limitée des pays en développement à l'exportation des produits transformés. Selon les conclusions d'une autre étude récente de la FAO, environ 57 pour cent des recettes d'exportations de produits agricoles des pays en développement provenaient des produits agricoles transformés, contre 68 pour cent pour les pays développés. En ce qui concerne les PMA, la part des produits transformés dans les exportations agricoles ne s'élevait qu'à 20 pour cent. Toutefois, dans les pays en développement, la progressivité des droits de douane décourage l'investissement dans la transformation des produits agricoles et étouffe les tentatives entreprises pour être moins tributaires des produits de base et orienter l'économie vers des produits à plus haute valeur. D'autres raisons existent, bien entendu, notamment les contraintes liées à l'offre intérieure et les obstacles à l'accès au marché découlant de la concentration des marchés internationaux, ce qui décourage les pays en développement de se diver-

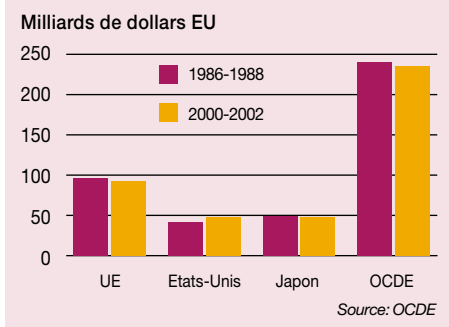
Progressivité des droits de douane sur le café et le cacao dans certains pays développés

Les droits de douane sur le café et le cacao exportés vers les pays développés sont beaucoup plus élevés que ceux prélevés sur les graines brutes.



Soutien aux producteurs agricoles des pays développés

Le soutien au producteur dans les pays développés s'élève au total à plus de 200 milliards de dollars EU par an. Il n'a baissé que très faiblement depuis la fin des années 80.



sifier verticalement vers une production de produits de base à valeur ajoutée.

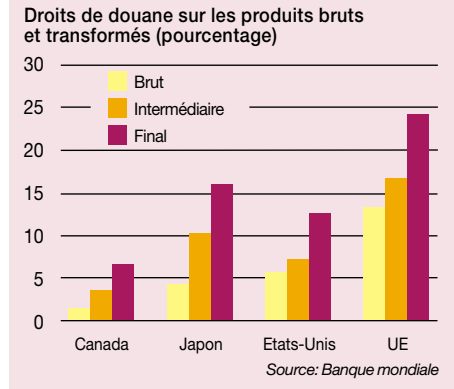
La question de la réduction de la progressivité des droits de douane et de l'accès au marché est au cœur du nouveau Cycle de négociations de l'OMC sur l'agriculture. Treize des 45 propositions de négociation qui ont été soumises ont demandé une baisse importante des taux de progressivité, notamment dans les pays développés.

Subventions dans les pays développés

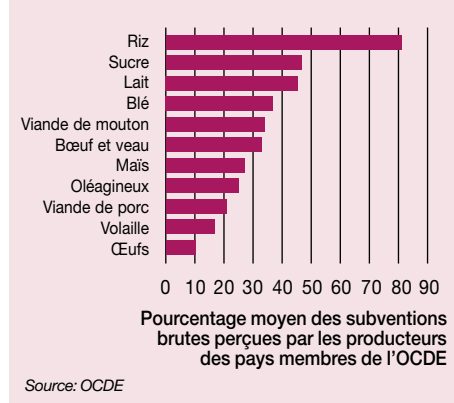
Si les droits de douane sont généralement en baisse, d'autres politiques qui renforcent les restrictions imposées aux exportations provenant des pays en développement n'ont pas été profondément modifiées. Dans certains pays développés, par exemple, si les subventions aux exportations et le soutien à la production intérieure ont baissé en valeur nominale et réelle, elles n'en restent pas

Progressivité des droits de douane selon le degré de transformation dans les pays développés

Les pays développés imposent des droits de douane beaucoup plus élevés sur les produits transformés, ce qui ne facilite pas la tâche des pays en développement qui veulent exporter des produits à plus forte valeur.



Subventions aux producteurs agricoles des pays membres de l'OCDE: estimation du soutien au producteur (moyenne 2000-2002)



moins élevées et pèsent sur les prix des produits échangés sur les marchés mondiaux. En outre, elles amputent les revenus et la part de marché des producteurs des pays en développement qui n'accordent pas de subventions, et assèchent les réserves en devises étrangères de nombreux pays tributaires des exportations de produits agricoles.

Au total, dans les pays membres de l'OCDE, le soutien aux agriculteurs s'élève à plus de 200 milliards de dollars EU par an. Le soutien a été particulièrement élevé pour des produits comme le riz, le sucre, le lait, le blé et la viande. La Banque mondiale observait récemment que «même si les subventions officielles aux exportations semblent se réduire, celles qui sont créées par le soutien interne à la production sont en augmentation». L'impact du soutien interne sur les prix mondiaux des produits agricoles dépend à l'évidence de la nature de ce soutien et de l'importance de son «découplage».

Dans le cas du coton, bien qu'il n'y ait pas de subvention aux exportations aux Etats-Unis et dans l'Union européenne, diverses formes de soutien direct permettent aux exploitants de produire du coton à des prix inférieurs aux coûts de production. Face aux exportations de coton fortement subventionnées de ces pays, les producteurs de coton et les pays exportateurs de coton des pays en développement paient le prix fort pour rester compétitifs (voir l'encadré). De même, l'Union européenne est devenue le plus grand exportateur mondial de sucre en injectant 2,2 milliards de dollars EU de subventions dans le soutien au sucre de betterave produit par ses agriculteurs. Le sucre européen est exporté à des prix qui sont inférieurs de 75 pour cent à son coût de production.

Obstacles dans les pays en développement

Les droits de douane, les subventions et les autres politiques qui entravent le commerce dans les pays développés ont, dans une large mesure, réduit la part de marché et les recettes d'exportation des pays en développement. Mais les politiques, les priorités et les conditions qui existent au sein même des pays en développement ont également contribué à réduire leur compétitivité et accroître leur incapacité à diversifier leur production vers des secteurs plus rentables et moins imprévisibles.

Pendant les années 80 et 90, de nombreux pays en développement ont supprimé les offices de commercialisation qui avaient auparavant le monopole du contrôle du commerce intérieur et des prix des produits agricoles de base. Les exploitants ne furent donc plus obligés de vendre leurs produits sur les marchés mondiaux à des prix très inférieurs

à leur coût de production. Au début des années 80, les producteurs de cacao du Ghana, par exemple, ne recevaient que 6 pour cent du prix d'exportation. Ils en obtiennent désormais plus de 40 pour cent. La suppression de ce qui tenait d'une fiscalité confiscatoire sur l'agriculture a incité les exploitants à accroître leurs investissements et leur production.

Dans de nombreux cas, cependant, la suppression des offices de commercialisation a laissé un vide institutionnel. Les exploitants comptaient souvent sur ces offices pour obtenir des crédits, des engrais et d'autres intrants, et pour accéder à la vulgarisation et la formation. Ces offices n'étant plus là, ni le gouvernement, ni le secteur privé n'ont, dans la plupart des cas, repris leur rôle.

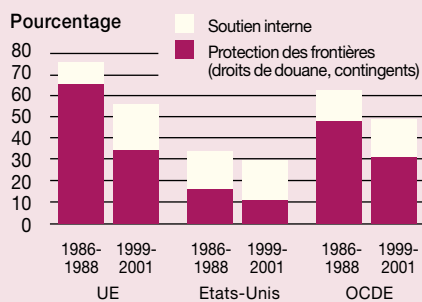
Les petits exploitants des pays en développement ont été confrontés à la perte de leur accès au crédit et aux hausses de prix vertigineuses des intrants. Une infrastructure de marché médiocre et des canaux d'information peu adaptés les rendent vulnérables à la volatilité des prix et aux diktats des sociétés commerciales qui ont remplacé l'ancien monopole d'Etat par un monopole privé. Parallèlement, les dépenses publiques dans l'agriculture se sont amenuisées. Dans de nombreux pays, les rendements et la qualité des produits de base ont chuté depuis l'abolition des offices de commercialisation.

Répondre aux défis et réagir aux opportunités

Le manque d'accès au crédit, à la vulgarisation et aux informations de qualité sur le marché empêche les exploitants de ne plus être tributaires des produits primaires traditionnels et d'orienter leur production vers des exportations agricoles à plus forte valeur.

Part du soutien dans les prix à la production

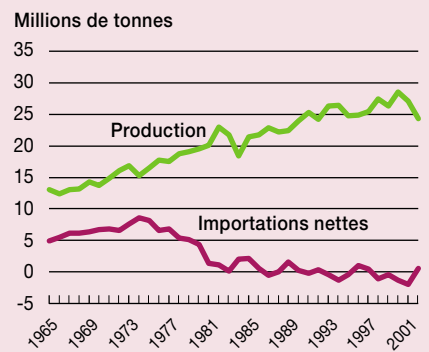
Les droits de douane, les contingents et le soutien interne aux exploitants représentent de 30 à 50 pour cent des recettes des exploitants de ces pays. Bien que les droits de douane aient baissé depuis la fin des années 80, les subventions directes aux producteurs ont augmenté.



Source: Banque mondiale

Production et importations nettes de sucre dans l'Union européenne, au Japon et aux Etats-Unis, 1965-2000

La protection élevée et le soutien important dont bénéficie le sucre dans les pays développés ont entraîné une hausse de la production intérieure et la diminution des importations nettes.



Source: FAO

Au cours de ces dernières années, la demande de fruits, de légumes et d'autres exportations agricoles non traditionnelles (EANT) a augmenté, tandis que les prix des produits de base exportés traditionnellement par les pays en développement ont stagné ou baissé.

Cependant, orienter sa production vers de nouvelles cultures et de nouveaux marchés exige de la formation et des investissements. Les nouveaux venus sur le marché des EANT doivent aussi respecter les normes de qualité élevées et les délais de livraison

rigoureux fixés par les supermarchés et les chaînes de distribution qui dominent les marchés de ces produits.

Les petits producteurs des pays en développement risquent d'être progressivement marginalisés s'ils ne s'adaptent pas à ces conditions. Pour accéder au secteur des fruits et légumes frais, par exemple, les petits exploitants doivent créer des groupes de commercialisation, mettre au point des systèmes de communication et acquérir la formation et les outils pour livrer leurs produits

lavés, parés, coupés, calibrés et étiquetés. Bien que certains petits producteurs soient parvenus à gérer efficacement cette transition, les défis posés sont ardues. En général, ce sont les exploitants et les pays en développement les plus prospères qui ont réussi leur diversification vers les EANT. Les PMA, en revanche, ont vu la part de leurs EANT et de leurs exportations agricoles totales continuer à baisser.

Les subventions du coton dans les pays développés pèsent sur les prix mondiaux, les économies nationales et les moyens d'existence des communautés rurales

En Afrique centrale et de l'Ouest, les moyens d'existence et la sécurité alimentaire de plus de 10 millions de personnes dépendent de la production de coton. Pour de nombreux pays de cette région, les exportations de coton représentent la source principale des recettes en devises étrangères et des emplois. En 2001, la part du coton s'est élevée à plus de 50 pour cent des exportations agricoles totales, ce qui représente entre 2,5 et 6,7 pour cent du produit intérieur brut (PIB) du Bénin, du Burkina Faso, du Tchad, du Mali et du Togo.

Les producteurs de coton de l'Afrique de l'Ouest, qui travaillent sur de petites parcelles de 1 à 2 ha sans véritables moyens mécaniques, ont les coûts de production parmi les plus faibles du monde. Pourtant, depuis le milieu des années 90, ces producteurs doivent affronter un effondrement des prix du coton et la rude concurrence des exportations de coton provenant des Etats-Unis. Les coûts de production aux Etats-Unis sont trois fois supérieurs à ceux de l'Afrique de l'Ouest, mais les producteurs de coton nord-américains reçoivent une aide directe annuelle de 3 à 4 milliards de dollars EU, supérieure au PIB du Burkina Faso, où 2 millions de personnes dépendent directement de la production de coton.

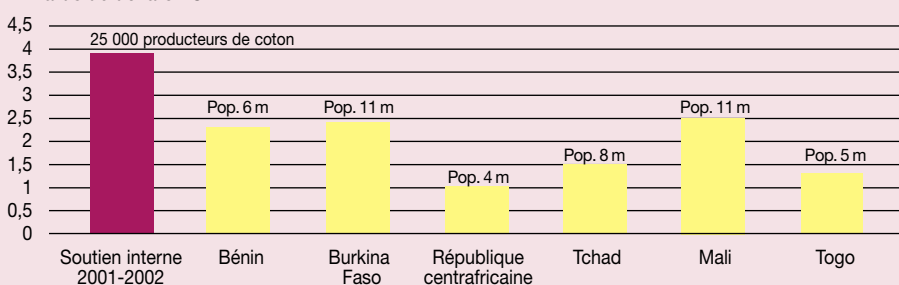
Entre 1998 et 2001, les prix du coton se sont effondrés jusqu'à leurs plus bas niveaux, tandis que la production des Etats-Unis augmentait de 40 pour cent et que le volume des exportations doublait.

On estime que l'effondrement des prix du coton a coûté à huit pays d'Afrique de l'Ouest près de 200 millions de dollars EU de recettes annuelles d'exportation. Pour les millions de ménages ruraux qui tirent leur principal revenu en espèces du coton, le prix à payer a été également très élevé. Une étude récente de l'Organisation mondiale de la santé montre que les ménages d'Afrique de l'Ouest qui cultivaient le coton en complément du maïs ont eu accès à une nourriture meilleure et des revenus plus élevés. L'augmentation de la production de coton de 175 pour cent entre 1993 et 1998 s'est accompagnée d'une baisse de la pauvreté de 16 pour cent.

Les subventions à la production de coton des pays développés ne sont pas l'unique motif de l'effondrement des prix du coton auquel ont dû faire face les producteurs de certains pays en développement. Dans certains cas, ces producteurs ont aussi été pénalisés par les politiques intérieures. En outre, le progrès technologique et la concurrence des fibres artificielles ont fait baisser le prix mondial du coton au cours des 50 dernières années. Toutefois, une étude de la FAO suggère que l'élimination de tout soutien interne, et pas uniquement celui qui a été signalé à l'OMC, ferait augmenter les prix mondiaux du coton de 5 à 11 pour cent, et entraînerait une hausse des exportations africaines se situant entre 9 pour cent au minimum et 38 pour cent au maximum.

Soutien des Etats-Unis au coton et revenu national brut de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest

Milliards de dollars EU

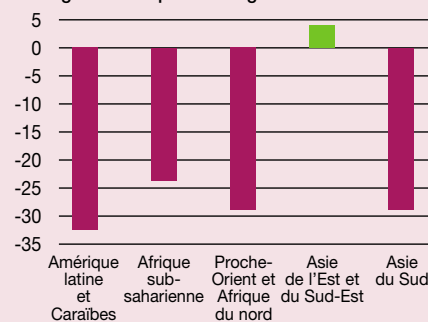


Source: FAO

Part des dépenses que les gouvernements des pays en développement consacrent à l'agriculture par rapport à leurs dépenses totales, de 1990-1992 à 1996-1998

Les dépenses que les gouvernements des pays en développement consacrent à l'agriculture ont baissé par rapport à leurs dépenses totales, à l'exception de ceux de l'Asie de l'Est et du Sud-Est.

Changement en pourcentage

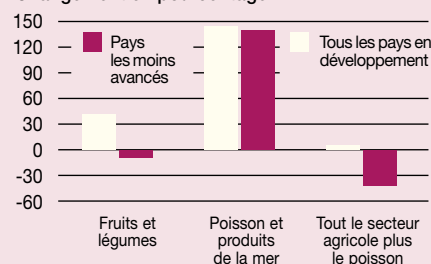


Source: FAO

Part des pays en développement et des pays les moins avancés dans les exportations agricoles mondiales, de 1980-1981 à 2000-2001

Dans l'ensemble, les pays en développement ont suffisamment augmenté la part de leurs exportations dans les sous-secteurs en forte croissance comme les fruits, les légumes et les produits de la mer pour compenser les pertes de parts de marché et de recettes dans les autres produits agricoles. Les pays les moins avancés n'y sont pas parvenus. Pour une grande part, les recettes que ces pays tirent des produits de la mer viennent des flottilles de bateaux des pays développés qui pêchent dans leurs eaux.

Changement en pourcentage



Source: FAO

Evolution du commerce des produits agricoles primaires et transformés

Au cours des 20 dernières années, la valeur du commerce mondial des produits agricoles transformés a augmenté plus rapidement que le commerce des produits agricoles primaires. Les exportations de produits agricoles transformés ont crû de 6 pour cent par an pendant la période 1981-2000, contre 3,3 pour cent pour les produits primaires. En conséquence, la part des produits transformés dans le commerce agricole total est passée de 60 pour cent en 1981-1990 à 66 pour cent en 1991-2000. Les taux de croissance ont été exceptionnellement élevés (supérieurs à la moyenne de 6 pour cent) pour les formes transformées de céréales, fruits, légumes, légumes secs, boissons tropicales et produits à base de volaille.

Plusieurs facteurs ont contribué à la décroissance de la part des produits primaires dans le commerce agricole. Du côté de la demande, la hausse des revenus et les changements de mode de vie au niveau mondial ont incité les consommateurs à consacrer une part croissante de leurs revenus à l'achat de produits transformés et manufacturés. Du côté de l'offre, l'amélioration constante des technologies de conditionnement et de transformation, la baisse des coûts du transport et la suppression partielle des obstacles au commerce ont permis progressivement d'échanger plus facilement des produits transformés. Le coût élevé de la transformation, du conditionnement, de la publicité,

de la commercialisation et de la distribution signifie que la part du produit primaire dans la valeur (le prix) du produit transformé final a inévitablement diminué. L'utilisation des matières premières d'origine agricole dans d'autres secteurs de l'économie a reculé du fait de l'apparition de matériaux synthétiques de substitution.

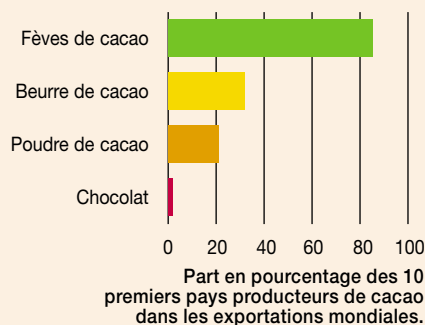
Bien que certains pays en développement aient augmenté la part de leurs exportations de produits agricoles transformés dans le commerce mondial, les pays développés ont capturé l'essentiel de ce secteur en forte expansion. De nombreux pays en développement, notamment les pays les moins avancés (PMA), sont encore lourdement tributaires des exportations de produits agricoles primaires. La part des pays en développement dans les exportations mondiales de produits agricoles transformés a reculé de 27 pour cent en 1981-1990 à 25 pour cent en 1991-2000. En ce qui concerne le groupe des PMA, la part de leurs exportations de produits agricoles transformés est passée de 0,7 pour cent à 0,3 pour cent pendant la même période, soit des valeurs négligeables.

Les pays en développement perdent du terrain

La part déclinante des pays en développement dans les exportations de produits transformés est particulièrement évidente s'agis-

Part des pays en développement producteurs de cacao dans les produits à base de cacao primaires et transformés

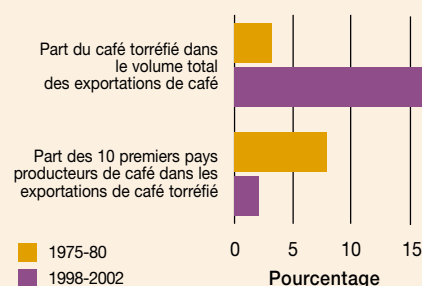
Les 10 premiers producteurs de cacao exportent plus de 85 pour cent des exportations mondiales de fèves de cacao et seulement 2 pour cent du chocolat.



Source: FAO

Evolution de la part du café torréfié dans les exportations de café, de 1975-1980 à 1998-2002

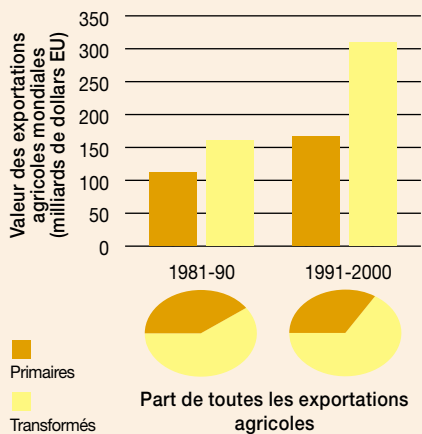
La part du café torréfié dans le volume total des exportations de café est passée de 3 à 16 pour cent entre 1975-1980 et 1998-2002. Cependant, la part des 10 premiers pays producteurs de café dans ces exportations a baissé de 8 à 2 pour cent.



Source: FAO

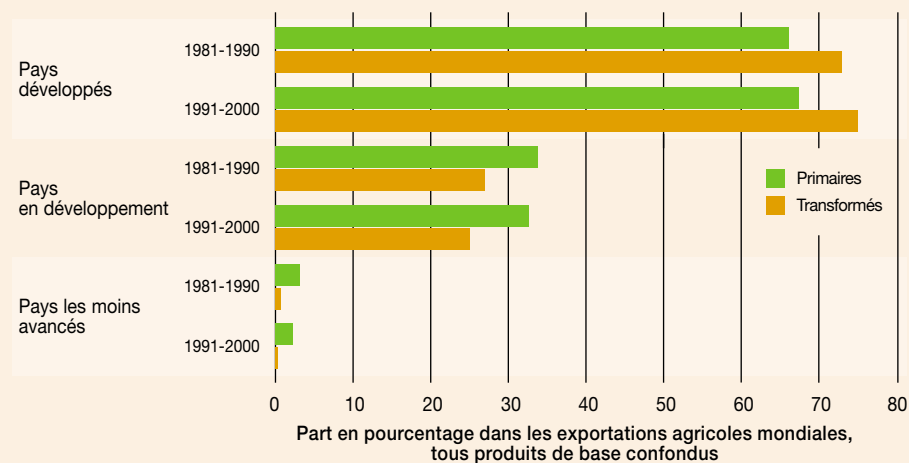
Valeur et part des produits agricoles primaires et transformés, de 1981-1990 à 1991-2000

Le commerce mondial des produits agricoles transformés a augmenté plus vite que le commerce des produits primaires au cours des 20 dernières années.



Parts des pays en développement et des pays développés dans les exportations de produits agricoles primaires et transformés, de 1981-1990 à 1991-2000

Les pays développés ont augmenté la part de leurs exportations mondiales de produits agricoles transformés, qui est passée de 73 à 75 pour cent au cours des 20 dernières années. Les pays en développement ont vu leur part se réduire de 27 à 25 pour cent.



sant du cacao et du café. La part des 10 premiers pays en développement producteurs de cacao dans les exportations mondiales a diminué à mesure que le stade de transformation augmentait. Bien que la part des exportations de chocolat dans le commerce du cacao soit passée de 22 pour cent en 1975-1980 à 58 pour cent en 1998-2002, la part de ces pays dans les exportations de chocolat a reculé, passant de 2,4 pour cent à 2 pour cent pendant la même période.

De même, la part des 10 premiers pays en développement producteurs de café dans les exportations de café vert est restée stabilisée à environ 67 pour cent entre 1975-1980 et 1998-2002, tandis que leur

part dans la torréfaction du café est passée de 8,5 à 1,8 pour cent pendant la même période.

Les obstacles à l'accès au marché dressés dans les pays importateurs ont limité la capacité des pays en développement d'augmenter les exportations de leurs produits transformés. La progressivité des droits de douane, en particulier, constitue une entrave importante à l'accès au marché pour la plupart des produits agricoles transformés des pays en développement.

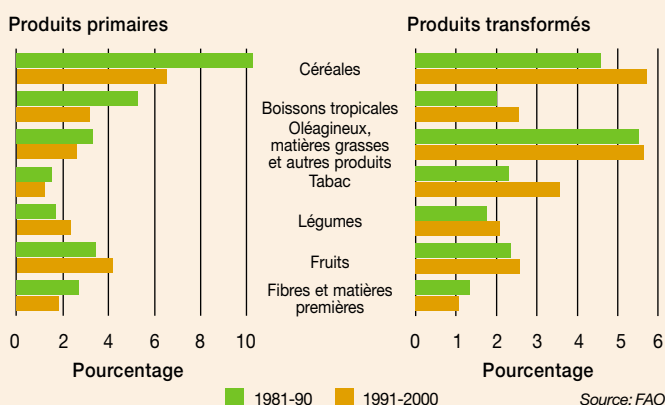
Plusieurs études montrent que les chaînes de transformation des produits agricoles, notamment celles des produits à haute valeur ajoutée et des produits transformés, sont de plus en plus dominées par quelques entre-

prises transnationales et sociétés de distribution au pouvoir économique important.

Les obstacles internes à l'offre limitent également la capacité de nombreux pays en développement, notamment les PMA, de tirer parti des possibilités de vendre des produits agricoles transformés. Citons, entre autres, une technologie obsolète, des infrastructures de transport, de stockage et de commercialisation inadaptées, des cadres réglementaires et juridiques inappropriés et des politiques économiques et commerciales qui n'encouragent pas l'agriculture et les exportations.

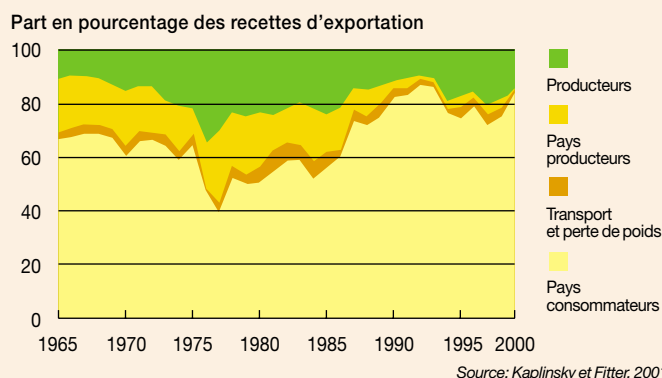
Part des produits primaires et transformés dans les exportations agricoles mondiales, de 1981-1990 à 1991-2000

La part de nombreux produits primaires dans les exportations agricoles totales a baissé, tandis que la part des produits transformés à partir des mêmes produits a augmenté.



La part des producteurs dans les recettes d'exportation de café diminue tandis que celle des pays consommateurs augmente

Après avoir augmenté de plus de 20 pour cent pendant les années 70 et au début des années 80, la part des producteurs dans les recettes d'exportation de café a chuté de près de moitié. Pendant la même période, la part des pays consommateurs a augmenté de plus de 80 pour cent.



Commerce des produits de base et intégration régionale entre les pays en développement

Il est compréhensible qu'une attention soutenue se soit portée sur les droits de douane et sur les autres obstacles au commerce qui freinent les exportations de produits de base des pays en développement vers les pays développés. Cependant, plusieurs études témoignent qu'à long terme, les pays en développement gagneraient également beaucoup à réduire les obstacles au commerce agricole qui se dressent entre eux.

Depuis le milieu des années 80, le commerce agricole entre les pays en développement s'est développé rapidement, à un rythme annuel de 8,8 pour cent, supérieur à l'augmentation de 4,2 pour cent des livraisons aux pays développés. La part des exportations agricoles entre les pays en développement s'est accrue de plus d'un tiers, passant de 31 à 44 pour cent.

Ce commerce accru s'est surtout produit entre pays en développement de régions voisines. L'Amérique latine a enregistré la croissance la plus rapide du commerce intrarégional, qui s'est traduite par une augmentation supérieure à 90 pour cent de la part des exportations expédiées aux autres pays de la région.

Accords commerciaux régionaux

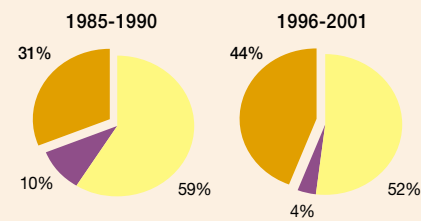
La prolifération des accords commerciaux régionaux (ACR) a contribué à réduire le nombre d'obstacles au commerce et à sti-

muler le commerce entre les pays en développement. Dans de nombreuses régions en développement, les ACR sont considérés comme un instrument de stimulation et de diversification du commerce. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne les accords qui ont abaissé les droits de douane et autres obstacles au commerce agricole à l'intérieur de leurs régions. Une étude récente de la FAO a conclu que les accords commerciaux régionaux avaient été le principal catalyseur de la croissance rapide du commerce agricole au sein de l'Amérique latine.

Cependant, certains ACR entre les pays en développement les plus pauvres n'ont pas entraîné de croissance notable du commerce agricole. Beaucoup ont été gênés par des obstacles structurels et politiques importants, notamment une infrastructure de transport et de communication inadaptée et des informations de médiocre qualité sur les possibilités d'investissement et d'accès aux marchés. L'absence de systèmes normalisés de conditionnement, de calibrage et de contrôle de la qualité au niveau régional continue également d'entraver les efforts fournis pour développer le commerce.

Augmentation du commerce agricole entre les pays en développement, de 1985-1990 à 1996-2001

La part des exportations agricoles entre pays en développement a augmenté de 31 à 44 pour cent entre 1985-1990 et 1996-2001.



Part des exportations des pays en développement vers:

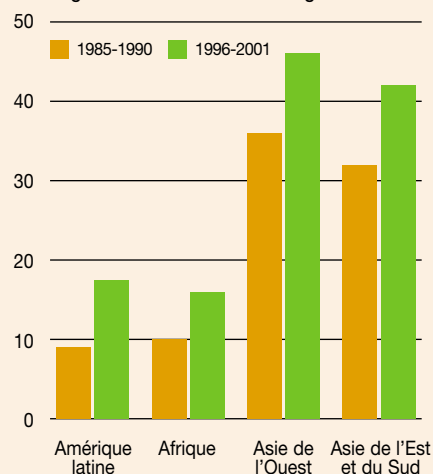
- les pays en développement
- les pays développés
- les pays d'Europe centrale et orientale

Source: FAO

Commerce intrarégional entre les pays en développement, de 1985-1990 à 1996-2001

La part du commerce intrarégional dans le commerce agricole total a augmenté dans toutes les régions en développement entre 1985-1990 et 1996-2001

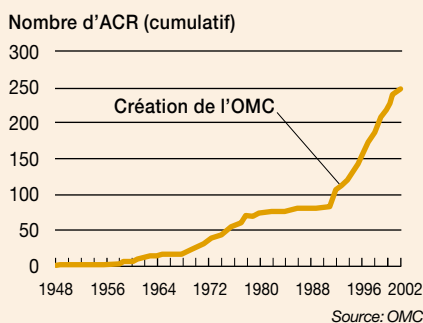
Part en pourcentage du commerce intrarégional dans le commerce agricole total



Source: FAO

Accords commerciaux régionaux signalés à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce/ Organisation mondiale du commerce, 1948-2002

Le nombre d'accords commerciaux régionaux (ACR) a augmenté de 15 par an depuis 1995, soit un rythme cinq fois plus rapide que pendant les 45 années précédentes.



Dans le passé, de nombreux ACR excluaient délibérément des parties importantes du commerce agricole. Souvent, les produits agricoles ou les produits alimentaires étaient classés «sensibles», ce qui permettait aux membres d'abaisser plus lentement les droits de douane sur ces produits, de les maintenir à des niveaux plus élevés, ou d'en être exonérés.

Les ACR conclus au cours de la dernière décennie traitent l'agriculture d'une manière beaucoup plus complète. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et le Marché commun du Cône Sud (MERCOSUR) ont presque supprimé tous les obstacles au commerce agricole.

Croissance du nombre d'ACR et extension de leur portée

Le nombre d'ACR a augmenté rapidement depuis la fin des années 80. Il y a eu autant d'ACR conclus depuis la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995 que pendant les 37 années précédentes. En moyenne, chaque membre de l'OMC est engagé dans cinq ACR, certains dans 10 ou plus (voir la carte).

La configuration des ACR devient également de plus en plus complexe. De nombreux ACR se chevauchent. Certains réseaux d'ACR sont à l'échelle d'un ou de plusieurs continents. Certains accords, tel l'ALENA, font le lien entre le Nord et le Sud, faisant participer des pays en développement et des pays développés. Toutefois, l'impact de l'ALENA sur l'agriculture mexicaine rappelle qu'il faut être prudent et que les ACR produisent des gagnants et des perdants, notamment lorsqu'ils incluent des pays dont les niveaux de développement économique sont très nettement différents (voir l'encadré).

Adhésion à des accords commerciaux régionaux (ACR) et nouveaux blocs commerciaux régionaux, 2000

Chaque pays du monde en développement, à l'exception de l'Afghanistan, de la Chine, de l'Iran et de la Mongolie, appartient à un ou plusieurs ACR. Un grand nombre de ces pays ont adhéré, ou sont en cours d'adhésion, à des blocs commerciaux interrégionaux beaucoup plus larges.



L'ALENA et le secteur mexicain du maïs

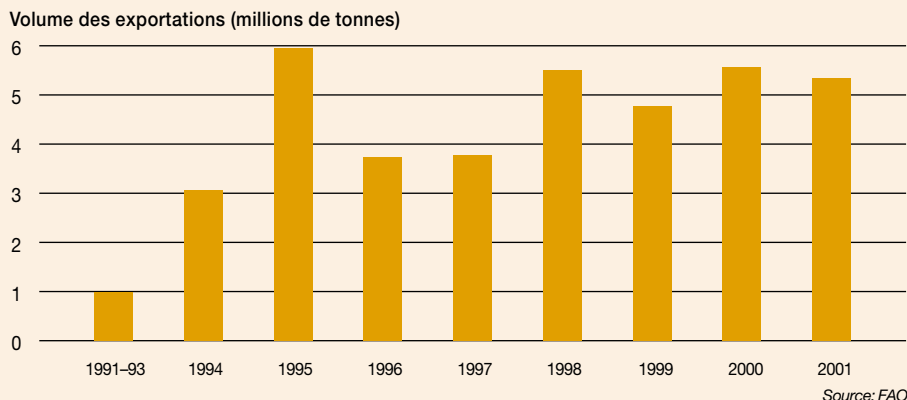
L'ALENA a eu une influence importante sur la structure de la production et du commerce agricoles au Mexique. Plusieurs facteurs sont intervenus. Tout d'abord, les grands producteurs, souvent liés aux intérêts du secteur agro-industriel des Etats-Unis, ont augmenté leur production de fruits et de légumes, ce qui a entraîné une hausse considérable des exportations vers les Etats-Unis.

Les exportations nettes de tomates, par exemple, ont presque doublé par rapport au niveau qu'elles atteignaient avant l'ALENA. Ensuite, le Mexique a décidé de remplacer les licences d'importation par des droits de douane et de ne pas imposer de droits de douane hors contingent de transition, autorisés dans le cadre de l'ALENA. Ces décisions ont ouvert la porte

aux importations de maïs des Etats-Unis, destinées principalement à l'alimentation du bétail, et celles-ci ont plus que triplé. Les prix du maïs ont chuté de 50 pour cent, au bénéfice des producteurs de bétail et des consommateurs.

La production de maïs des grandes fermes mexicaines irriguées a baissé, ce qui laisse supposer que les exploitants les plus prospères ont diversifié leur production vers d'autres cultures. Toutefois, il semble que l'impact de la détérioration des prix s'est fait ressentir le plus lourdement auprès des 3 millions d'exploitations de petites dimensions qui produisent sur des terrains non irrigués à flanc de collines et n'ont pas la capacité de se diversifier vers d'autres cultures.

Exportations de maïs des Etats-Unis vers le Mexique, de 1991-1993 à 2001



Concentration du marché et chaînes alimentaires intégrées verticalement

Les chaînes de produits agricoles, notamment celles des cultures à forte valeur et des produits transformés, sont de plus en plus dominées par les sociétés transnationales de commerce, de transformation et de distribution. Entre le producteur et le consommateur, par exemple, seules quatre sociétés commercialisent près de 40 pour cent du café mondial, et trois sociétés de torréfaction seulement transforment 45 pour cent du café.

Progressivement, ces grandes sociétés dominent les marchés mondiaux des produits agricoles et exercent une influence croissante et directe sur ce qui est produit et la façon de produire. Le *Rapport sur l'investissement dans le monde 2001* de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) indique que cette situation peut apporter des avantages importants découlant des liens économiques établis par le biais de l'approvisionnement auprès de producteurs intérieurs, de la sélection de nouveaux fournisseurs et de la mise à niveau de ceux qui existent déjà. Les sociétés transnationales, qui ont un besoin crucial de quantités fiables et d'une qualité égale pour leurs opérations commerciales, ont établi des liens privilégiés avec des fournisseurs pour disposer d'un approvisionnement sûr. Cela passe par une collaboration dans l'élaboration des produits, le transfert de technologie et la formation, l'agriculture contractuelle et l'aide financière. Pour certains producteurs et

exportateurs, ces changements offrent donc des opportunités sans précédent. Cependant, sans aide pour améliorer leur efficacité et leur compétitivité, de nombreux petits exploitants et négociants locaux continueront à éprouver des difficultés pour répondre aux nouvelles exigences du marché.

La domination croissante des grandes sociétés peut être ressentie à trois niveaux: les exportations des pays en développement, les marchés internationaux et les marchés de la vente au détail des pays importateurs.

Les grandes sociétés dominent le commerce à l'exportation dans les pays en développement

Dans les pays exportateurs, notamment à la suite de la suppression de nombreux offices de commercialisation, les grandes sociétés équipées d'installations d'entreposage et d'expédition ont pu exploiter leurs avantages en matière logistique et financière. Beaucoup d'entre elles achètent directement les produits agricoles aux exploitants en fixant leurs exigences et leurs prix. La concurrence accrue favorise les exploitants et les négociants qui peuvent bénéficier de financements avantageux et d'une logistique performante. A cet égard, les plus grandes entreprises ont un avantage marqué.

Au Kenya, par exemple, les exportations de fruits, de légumes et de fleurs coupées sont devenues la deuxième source de devises

Concentration du pouvoir économique dans la chaîne mondiale du café

Quatre sociétés contrôlent près de 40 pour cent du commerce mondial du café, et trois torréfacteurs (Philip Morris, Nestlé et Sara Lee) contrôlent à eux seuls 45 pour cent du marché mondial.



Source: UK Food Group

étrangères. Cette industrie rapporte 300 millions de dollars EU par an et emploie plus de 70 000 personnes. Cependant, si les exportations se sont accrues, le nombre de fournisseurs et la part produite par les petits producteurs et expédiée par les exportateurs de petite et moyenne dimension ont diminué.

Avant la forte expansion des exportations horticoles des années 90, les petits producteurs produisaient 70 pour cent des fruits et légumes exportés par le Kenya. A la fin des années 90, 40 pour cent des produits agricoles étaient cultivés dans des exploitations détenues ou louées directement par des importateurs des pays développés et 42 pour cent étaient produits dans des exploitations commerciales de grandes dimensions. La part des petits exploitants de cette activité lucrative n'était plus que de 18 pour cent. En ce qui concerne les exportateurs, sept grandes sociétés contrôlaient plus de 75 pour cent du marché.

Concentration du marché international

Au niveau international, quelques sociétés intégrées verticalement sont parvenues progressivement à contrôler le commerce agricole. Pour le cacao, le nombre d'entreprises spécialisées dans le commerce du cacao à Londres est passé de 30 en 1980 à près de 10 en 1999. De même, les six plus grands fabricants de chocolat représentent 50 pour cent des ventes mondiales.

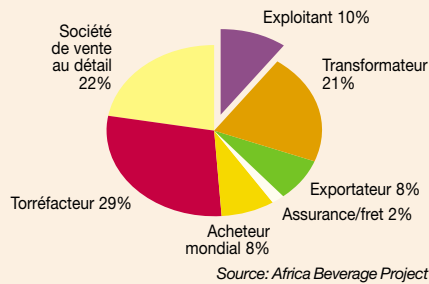
Une poignée de sociétés intégrées verticalement dominant désormais la production, la distribution et le commerce international des oléagineux et des huiles. A elles seules, trois sociétés mondiales contrôlent 80 pour cent du marché européen de la trituration du soja et plus de 70 pour cent du marché américain.

Le commerce, le stockage, la transformation et la mouture des céréales sont également dominés par quelques grandes sociétés. Trois ou quatre sociétés contrôlent 60 pour cent des systèmes de manutention des grains au silo terminal, 61 pour cent de la meunerie, 81 pour cent des exportations de maïs et 49 pour cent de la production d'éthanol aux Etats-Unis.

Les supermarchés dominant la vente au détail

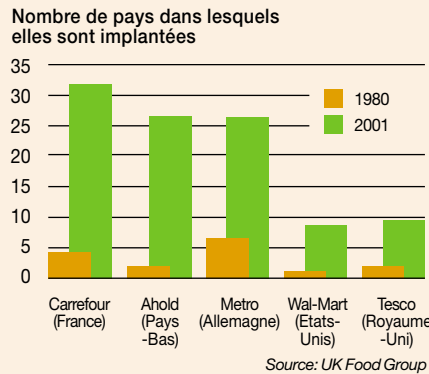
En ce qui concerne la vente au détail, les supermarchés se sont développés rapidement dans les pays développés et les pays en développement. En Amérique latine, par exemple, la part des supermarchés dans la vente au détail est passée de 20 pour cent en 1990 à 60 pour cent en 2000. Au niveau mondial, les 30 plus importantes chaînes de supermarchés contrôlent désormais près d'un tiers des ventes de produits d'alimentation

Part de la valeur finale des ventes captée par chaque maillon de la chaîne de valeur du café



Expansion mondiale des cinq premiers distributeurs transnationaux de produits alimentaires, 1980-2001

Entre 1980 et 2001, chacune des cinq plus grandes chaînes mondiales de supermarchés a augmenté d'au moins 270 pour cent le nombre de pays dans lesquels elles se sont implantées.



générale. Au niveau national, les cinq plus gros distributeurs contrôlent entre 30 et 96 pour cent du secteur de l'alimentation générale de l'Union européenne et des Etats-Unis.

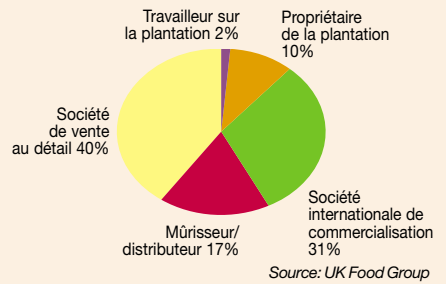
La domination économique des supermarchés donne à ceux-ci un puissant moyen d'action sur la production, la distribution et le commerce, notamment par le biais de relations directes avec les fournisseurs des pays en développement. Pour simplifier les opérations, la plupart des supermarchés préfèrent travailler avec un nombre limité de fournisseurs ayant suffisamment de ressources pour respecter les critères de qualité et les délais de livraison.

Comme le montre l'exemple de l'horticulture kényane cité précédemment, seuls quelques grands producteurs commerciaux bénéficient de cette expansion du commerce. La plus grande partie des petits exploitants est exclue.

La part des producteurs dans le prix final d'un produit

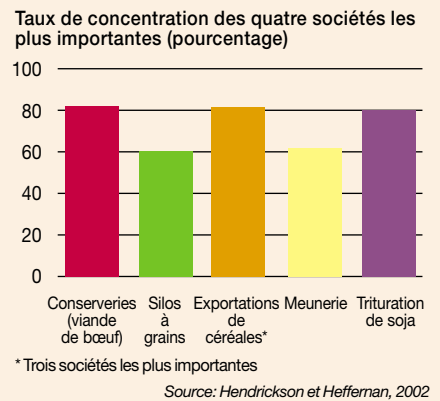
Une attention accrue a été portée sur la part apparemment réduite des exploitants et des

Part de la valeur au détail d'une banane captée par chaque acteur de la chaîne



Taux de concentration dans la fabrication de produits alimentaires aux Etats-Unis, 2002

Une poignée de sociétés contrôlent plus de 50 pour cent de la plupart des marchés agricoles dans les pays développés.



pays producteurs dans les recettes qu'ils tirent de leurs exportations.

En général, les prix des producteurs représentent une petite fraction du prix de détail des produits finis, s'élevant d'un minimum de 4 pour cent pour le coton brut à 28 pour cent pour le cacao.

Même en ce qui concerne la banane, qui exige peu de transformation, les entreprises spécialisées dans le commerce international, les distributeurs et les sociétés de vente au détail absorbent 88 pour cent du prix de vente au détail. Moins de 12 pour cent de ce prix revient aux pays producteurs et à peine 2 pour cent aux travailleurs des plantations.

Cependant, sans connaître la structure des coûts de la commercialisation et de la distribution, il est difficile de juger quelle est la part « appropriée » qui revient aux exploitants. Il est également inévitable qu'un contenu à plus forte valeur ajoutée dans le produit final réduira cette part. C'est la valeur absolue de ce qui revient aux exploitants qui est la plus importante. Il faudrait des analyses plus détaillées des chaînes de valeur des produits de base pour déterminer si les marges sont compétitives.

Défis et réponses par des mesures de politiques

Les exploitants et les pays qui sont tributaires des exportations de produits de base doivent lutter contre la baisse à long terme et la volatilité à court terme des prix réels des produits de base sur les marchés internationaux. La baisse à long terme des prix réels traduit le fait que la productivité et la production croissent plus vite que la demande. La volatilité est due à l'impact de facteurs exogènes, telles les conditions météorologiques. Ces problèmes sont aggravés par les distorsions du marché causées par les droits de douane et les subventions appliquées dans les pays développés, les droits de douane en vigueur dans les pays en développement et le pouvoir économique de certaines chaînes de distribution des produits contrôlées par des grandes sociétés transnationales. Ces distorsions restreignent également l'accès aux marchés lucratifs et freinent toute tentative des producteurs et des pays exportateurs de capter une part plus grande du prix du produit final.

Les gains de production dépassent la demande

Les rendements moyens des principaux produits agricoles exportés ont augmenté de près d'un tiers au cours des deux dernières décennies. Parallèlement, de nouveaux producteurs importants sont entrés sur le marché pour commercialiser leurs produits, le Viet Nam en tant que producteur de café, par exemple.

Si la productivité accrue et l'entrée de nouveaux producteurs déclenchent une hausse rapide de l'offre, la demande de produits de base, elle, n'augmente que lentement, même dans un contexte de baisse des prix et de hausse du revenu des consommateurs. Dans les années 90, le commerce des produits primaires n'a augmenté que d'un tiers par rapport au rythme de croissance des produits manufacturés.

La volatilité des prix internationaux des produits de base peut estomper les baisses des prix à plus long terme qui devraient conduire à des ajustements de l'offre et de la demande. Par ailleurs, du côté de l'offre, les producteurs ne peuvent pas augmenter ou baisser rapidement leur production lorsque les prix changent, surtout lorsqu'il s'agit de cultures de plantes vivaces. Par conséquent, la production peut être maintenue même lorsque les prix baissent, ce qui aggrave les

problèmes de déséquilibre du marché. Du côté de la demande, une baisse des prix n'incite pas, en général, les consommateurs des pays développés à acheter plus de produits alimentaires ou de produits de base. Beaucoup de produits de base sont considérés comme des produits indispensables qui doivent être achetés quelles que soient les variations de prix. Quoi qu'il en soit, les variations de prix des produits de base sont à peine perceptibles au niveau de la vente au détail, car le prix des produits de base ne représente généralement qu'une petite fraction du prix de détail des produits transformés. Dans les pays en développement, où le degré de transformation peut être moindre, la demande d'un produit de base peut augmenter plus rapidement en cas de baisse des prix mondiaux. Dans nombre de ces pays, cependant, la diversité des mesures prises en termes de politiques laisse supposer que les prix intérieurs ne traduisent pas les évolutions des prix mondiaux.

Affronter les problèmes de l'offre excédentaire

Dans les années 70 et 80, les gouvernements avaient essayé de trouver une solution aux problèmes des variations de prix des produits de base par le biais d'accords internationaux de produits destinés à stabiliser les prix. Ces accords s'appuyaient sur des accords portant sur les contingents d'exportation ou la régulation des stocks et visaient à maintenir des prix rémunérateurs et stables. Dans l'ensemble, on considère que leur mission a échoué. A la fin des années 80, la plupart avaient été dissous ou portaient sur l'échange d'information et l'amélioration de la transparence des marchés.

L'effondrement des produits de base à la fin des années 90 a relancé l'intérêt de contrôler l'offre par le biais d'«accords seulement destinés aux producteurs». Dans le cas du café, par exemple, les pays producteurs ont conclu une alliance visant à la rétention des exportations pour faire grimper les prix. Cependant, le maintien de la discipline entre les membres s'est révélé difficile, notamment face à la concurrence agressive des «resquilleurs» non-membres.

Les difficultés rencontrées dans la mise en place de mécanismes interventionnistes durables dans un cadre coopératif ont relancé l'intérêt pour des systèmes de prix garan-

tis ou de prix prévisionnels, voire d'autres instruments permettant de gérer les risques liés à la volatilité des prix des produits de base. Bien que prometteurs, il reste à ces mécanismes institutionnels de faire la preuve qu'ils peuvent s'appliquer de manière généralisée.

A long terme, la meilleure façon d'éliminer l'offre excédentaire de certains produits de base est de réduire la production dans des marchés très protégés, aux coûts élevés, et d'améliorer parallèlement la demande en atténuant la pauvreté et augmentant les revenus dans les pays les plus pauvres. Dans les pays développés, le défi consiste à soustraire de la main-d'œuvre et des superficies cultivées à la production de produits de base excessivement subventionnés et de permettre aux producteurs de s'orienter vers d'autres sources d'emploi et de revenu. Les premiers producteurs à sortir des marchés débarrassés des droits de douane, des subventions et d'autres distorsions devraient être ceux dont les coûts de production sont les plus élevés. Dans certains cas, tels le coton, le sucre, les produits laitiers et le riz, il pourrait s'agir des producteurs de l'Union européenne ou des Etats-Unis qui ont bénéficié de subventions généreuses, et non des producteurs des pays les moins avancés (PMA) qui luttent pour produire des produits de qualité élevée à moindre coût. Cependant, dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'élimination du soutien à la production n'entraînera pas automatiquement une augmentation des exportations des PMA. Les principaux bénéficiaires immédiats pourraient être les exportateurs des pays développés non subventionnés et quelques-uns des pays en développement les plus avancés.

La diversification peut être un moyen pour les producteurs des pays en développement de ne plus être tributaires des produits de base pour lesquels l'offre excède la demande. Toutefois, elle n'est pertinente que si les exploitants ont de nombreuses autres possibilités, notamment une meilleure valorisation des cultures, la transformation de produits de base en produits à valeur ajoutée, et des activités non agricoles. En outre, la diversification exige l'accès au crédit, à la formation et à d'autres ressources dont ils auraient besoin pour tirer parti de ces possibilités.

Plusieurs pays en développement sont devenus des exportateurs performants de fruits, de légumes et d'autres produits non traditionnels. Dans une large mesure, les principaux bénéficiaires sont de grandes exploitations commerciales implantées dans des pays disposant d'infrastructures plus modernes. Les petits producteurs et les PMA ont été moins à même de mobiliser les investissements et la formation nécessaires pour s'orienter vers de nouvelles cultures et répondre aux normes de qualité élevées et aux délais de livraison rigoureux imposés par les supermarchés. La mise sur pied de structures institutionnelles permettant d'aider les petits exploitants à participer à ces évolutions reste un défi.

La transformation des produits de base en produits à valeur ajoutée est une autre façon pour les producteurs de se diversifier et de capter une part plus grande de la valeur du produit final. La différence de valeur entre les produits de base et les produits de consommation peut être très importante. Cependant, les possibilités d'une telle diversification verticale sont souvent bloquées par la progressivité des droits de douane, notamment dans les pays développés, et par les obstacles à l'accès au marché dressés par la concentration des structures économiques.

Des solutions du côté de la demande pour résoudre les problèmes d'offre excédentaire

Les problèmes de l'offre excédentaire peuvent également être traités à l'aide de solutions venant de l'autre côté du marché, visant à stimuler la demande dans les pays consommateurs.

Les campagnes de promotion générique ont prouvé qu'elles parvenaient à stimuler la demande de certains produits de base. Contrairement à la publicité favorisant des produits ou des marques particulières, la promotion générique a pour but d'augmenter la demande agrégée de produits de base comme la banane ou le thé. Une campagne de promotion prolongée montrant la valeur énergétique de la banane a contribué à tripler la consommation au Royaume-Uni, et fait de la banane le fruit le plus populaire dans le pays.

Des campagnes de promotion générique analogues pourraient stimuler la consommation d'autres produits de base. Cependant,

sans une analyse et une planification sérieuse, ce seront les transformateurs et les distributeurs qui en tireront le plus grand profit, ne laissant rien ou pas grand-chose aux producteurs des pays en développement. Par ailleurs, il convient d'admettre qu'il n'est pas aisé de trouver un responsable institutionnel pour encadrer de tels programmes, ainsi que les moyens de les financer, et de réduire au minimum les problèmes d'effets d'aubaine.

Les inquiétudes des consommateurs à l'égard de la sécurité sanitaire des aliments, des questions liées à l'environnement et de la justice sociale ont créé un autre créneau. Les exploitants qui vendent des produits certifiés issus de l'agriculture biologique ou du commerce équitable semblent bénéficier d'un meilleur accès au marché et de prix plus élevés que les producteurs traditionnels. Bien que la part de marché des produits alimentaires certifiés soit encore réduite, les ventes de ces produits connaissent une croissance soutenue et rapide. La certification peut également apporter d'autres avantages aux exploitants car elle renforce leur position de négociation et leur accès au crédit.

Malgré ces avantages, les petits exploitants des pays en développement rencontrent beaucoup d'obstacles lorsqu'ils essaient de tirer parti d'une certification liée à l'agriculture biologique ou au commerce équitable. La conversion à l'agriculture biologique exige des investissements et de la formation. Par ailleurs, les investissements en amont peuvent augmenter les coûts de production et diminuer les rendements.

Bien que les producteurs puissent rentabiliser leurs investissements en vendant leurs produits sur des marchés spécifiques, la procédure de certification en elle-même peut être coûteuse, surtout pour les petits exploitants des pays en développement qui n'ont pas accès à des organismes locaux de certification et doivent faire appel à des agences étrangères. Un cahier des charges rigoureux, incluant la tenue d'une comptabilité et la traçabilité, peut également poser de sérieux problèmes aux petits producteurs. Il en résulte que certains programmes de certification favorisent les grandes exploitations commerciales. Le système de commerce équitable, qui a été créé spécialement pour favoriser les petits producteurs des pays en développement, ne concerne actuellement qu'un marché très étroit dans les pays développés.

Éliminer les distorsions du marché

Les problèmes d'offre excédentaire sur les marchés mondiaux des produits de base ont été aggravés par les politiques des gouvernements et la concentration du marché. Les droits de douane élevés sur les produits agricoles et les subventions internes à la production dans les pays développés limitent l'accès au marché et pèsent sur les prix des produits de base. Dans les pays en développement, les marchés des produits agricoles sont ceux qui croissent le plus rapidement tout en étant également les plus protégés.

Dans de nombreux cas, le soutien interne isole les producteurs des pays développés des forces du marché. En outre, il les encourage à augmenter leur production même lorsque les prix sont bas et leur permet d'exporter à des prix nettement inférieurs à leurs coûts de production. Les États-Unis et l'UE sont ainsi les plus grands exportateurs de coton, de blé, de maïs, de poudre de lait écrémé et de sucre. Ces produits de base sont exportés à des prix inférieurs à ceux qu'ils atteindraient dans un marché équilibré, et dans certains cas, à des prix inférieurs aux coûts de production.

Incapables de lutter contre des prix mondiaux maintenus artificiellement bas, les exploitants des pays en développement perdent des parts de marché et souffrent d'une concurrence inéquitable dans les marchés locaux. Les subventions déséquilibrent également les structures de coûts de plusieurs pays producteurs et donnent aux producteurs les moins efficaces une prime à l'augmentation de la production. La charge de l'offre excédentaire est transférée aux producteurs des pays en développement, bien que ces derniers soient en mesure de produire à moindre coût. Parallèlement, la libéralisation pourrait avoir une incidence négative sur les pays en développement importateurs de produits alimentaires car la suppression des droits de douane et des subventions entraînerait une hausse des prix de ces produits et du coût de leur importation.

Le contrôle des chaînes de valeur des produits de base par un petit nombre de sociétés puissantes peut aussi faire baisser le prix des produits de base et réduire la part du prix du produit final qui revient au producteur. Lorsque les marchés mettent en

présence un grand nombre de fournisseurs en concurrence et une poignée d'acheteurs aux moyens financiers énormes, ce sont les acheteurs qui ont le plus de marge de manœuvre pour fixer les prix. Si les acheteurs sont également liés aux entreprises de transformation et aux entreprises de vente au détail qui interviennent dans les chaînes de produits intégrés verticalement, ce sont encore eux qui peuvent capter la plus grande part de la valeur du produit final. En revanche, il convient d'admettre que, compte tenu des économies d'échelle importantes qui existent dans la plupart des segments de l'industrie alimentaire, les liens tissés entre les sociétés transnationales et les petits producteurs peuvent contribuer à sortir les producteurs ruraux appauvris des PMA de leur marginalisation.

Des études montrent que lorsque les prix des produits de base augmentent, le prix le plus élevé est rapidement transféré aux consommateurs. Mais lorsque les prix des produits de base baissent, les prix de détail suivent rarement la tendance. Depuis le début des années 90, par exemple, alors que les prix du café ont chuté, la valeur des ventes mondiales de café au détail a plus que doublé. La part de ces ventes reçue par les pays exportateurs de café est passée d'environ 35 pour cent à moins de 10 pour cent.

Programme d'action

La résolution des problèmes de l'offre excédentaire et l'élimination des distorsions du marché exigeront de prendre des mesures diverses aux niveaux national et international.

Dans le cadre des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la priorité doit être placée sur la réduction des droits de douane sur les produits agricoles, du soutien à la production et des subventions aux exportations dans les pays développés, et sur l'élimination de la progressivité des droits de douane, qui pénalise les exportations de produits transformés des pays en développement. Parallèlement, les pays en développement devraient réduire leurs droits de douane afin d'encourager le commerce entre les pays de ce groupe et de permettre aux consommateurs de bénéficier de la baisse des prix mondiaux. Une attention accrue doit être accordée aux PMA,

car beaucoup sont lourdement tributaires des exportations de produits de base et des importations de produits alimentaires. Les mesures qui pourraient être prises pour aider les pays en développement à tirer profit des marchés des produits de base sont les suivantes:

- renforcer les capacités pour exploiter les possibilités d'échange et participer efficacement aux négociations commerciales;
- aborder la question de la réduction progressive des préférences commerciales en faveur des pays à faible revenu et étudier la manière éventuelle de compenser toute perte de ces préférences dans le cadre de la libéralisation progressive du commerce;
- mobiliser les ressources pour appuyer les campagnes de promotion générique et la diversification vers des exportations de produits agricoles non traditionnels, et ajouter de la valeur en exportant des produits transformés;
- concevoir des programmes aux niveaux national et international pour aider les producteurs à se prémunir contre les chocs qui pourraient causer des dégâts à leurs cultures ou faire chuter les prix sur les marchés internationaux. L'assurance contre les intempéries, les systèmes de prix préférentiels et de prix de marché garantis sont des mécanismes qui ont été proposés pour lutter contre la volatilité inhérente aux marchés des produits agricoles;
- améliorer la qualité des informations communiquées aux producteurs et aux négociants sur les possibilités d'accords contractuels avec les supermarchés et les exigences techniques de la certification des produits issus de l'agriculture biologique et du commerce équitable;
- élaborer des programmes internationaux pour augmenter le flux de ressources injectées dans l'agriculture et le développement rural, augmenter la compétitivité de l'agriculture et des secteurs non agricoles en développement qui offriront d'autres sources d'emplois et de revenus;
- appuyer les coopératives et toute action des producteurs pour s'organiser commercialement afin d'augmenter leur marge de manœuvre dans des marchés dominés par des sociétés transnationales puissantes;
- s'assurer que les exploitants ont accès à l'information, à la formation, au crédit et aux autres ressources dont ils ont besoin pour s'orienter vers des productions à plus forte valeur et des activités de transformation ou créatrices de revenus;
- accroître les investissements pour améliorer l'efficacité de la production intérieure de produits alimentaire dans les pays en développement et la rendre plus compétitive par rapport aux importations de produits alimentaires.

La situation des marchés des produits agricoles 2004 repose principalement sur les données et les analyses fournies par la Division des produits et du commerce international de la FAO, et sur les informations statistiques communiquées par FAOSTAT. Les références citées dans les différentes sections de ce numéro sont les suivantes:

Pages 14-15

- Prebisch, R.** 1950. *The economic development of Latin America and its principal problems*. Nations Unies, New York, Etats-Unis.
- Singer, H.** 1950. The distribution of gains between investing and borrowing countries. *American Economic Review*, 40: 473-485.
- Martin, W. et Mitra, D.** 1999. *Productivity growth and convergence in agriculture and manufacturing*. Document de travail de la Banque mondiale n° 2171. Banque mondiale, Washington, DC.
- Banque mondiale.** 2000. *Can Africa claim the 21st century?* Oxford University Press, New York, Etats-Unis.
- CNUCED.** 2003. *Le développement économique en Afrique: résultats commerciaux et dépendance à l'égard des produits de base*. Nations Unies, New York et Genève.

Pages 16-17

- FAO.** 2003. *Agriculture mondiale: horizon 2015/2030*, édité par J. Bruinsma. FAO et Earthscan, Londres.

Pages 18-19

- Gürkan, A.A., Balcombe, K. et Prakash, A.** Coût des importations de produits alimentaires: expériences, facteurs de changement et implications en termes de politique pour la sécurité alimentaire des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Dans *Rapport sur les marchés des produits 2003-2004*, p. 19-38. FAO, Rome.

Pages 22-23

- FAO.** 2003. *Agriculture mondiale: horizon 2015-2030 – rapport abrégé*, édité par J. Bruinsma. FAO et Earthscan, Londres.
- FMI et Banque mondiale.** 2002. *Initiative for heavily indebted poor countries – status of implementation*. Washington, DC.
- CNUCED.** 2003. *Le développement économique en Afrique: résultats commerciaux et dépendance à l'égard des produits de base*. Nations Unies, New York et Genève.
- Oxfam International.** 2002. *Rigged rules and double standards: trade, globalisation, and the fight against poverty*. K. Watkins et P. Fowler. Oxford, Royaume-Uni.

Pages 24-27

- Banque mondiale.** 2003. *Perspectives économiques mondiales 2004: réaliser les promesses de développement du Programme de Doha*. Washington, DC.
- Oxfam International.** 2002. *Cultivating poverty: the impact of US cotton subsidies on Africa*. Oxfam Briefing Paper n° 30. Oxford, Royaume-Uni.
- OCDE.** 2003. *Politiques agricoles dans les pays de l'OCDE: suivi et évaluation 2003*. Paris.
- Oxfam International.** 2002. *Rigged rules and double standards: trade, globalisation, and the fight against poverty*. K. Watkins et P. Fowler. Oxford, Royaume-Uni.
- Poonyth, D. et Sharma, R.** 2003. Impact des négociations commerciales conduites dans le cadre du cycle de développement de Doha sur les pays en développement: résultats obtenus avec l'ATPSM. Dans *FAO. Rapport sur les marchés des produits 2003-2004*, p. 77-99. Rome.

Elamin, N. et Khaira, H. 2003. Progressivité des droits de douane sur les marchés des produits agricoles de base. Dans *Rapport sur les marchés des produits 2003-2004*, p. 101-120. FAO, Rome.

Poonyth, D., Sarris, A., Sharma, R. et Shui, S. 2003. *L'incidence des politiques intérieures et commerciales sur le marché mondial du coton*. Document de travail n° 8 de la FAO sur les politiques commerciales et les produits de base. Rome.

Pages 28-29

Kaplinsky, R. et Fitter, R. 2001. *Who gains from product rents as the coffee market becomes more differentiated? A value chain analysis*. Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton, Royaume-Uni.

Pages 30-31

Audley, J., Papademetriou, D., Polaski, S. et Vaughan, S. 2003. *NAFTA's promise and reality: lessons from Mexico for the hemisphere*. Dotations Carnegie pour la paix internationale, New York, Etats-Unis.

OMC. 2000. *Cartographie des accords commerciaux régionaux*, réalisée par le Secrétariat en juillet 2000, WT/REG/W41. Genève.

Pages 32-33

CNUCED. *Rapport sur l'investissement dans le monde 2001: vers de nouvelles relations interentreprises*. Nations Unies, Genève.

Vorley, B. 2003. *Food, Inc.: corporate concentration from farm to consumer*. UK Food Group, Londres.

Hendrickson, M. et Heffernan, W. 2002. *Concentration of agricultural markets*. Department of Rural Sociology, University of Missouri, Columbia, Missouri, Etats-Unis.

Reardon, T.C., Timmer, P., Barrett, C. et Berdegue, J. 2003. The rise of supermarkets in Africa, Asia and Latin America. *American Journal of Agricultural Economics*, 85(5): 1140-1146.

Tableau 1

Prix des produits de base en valeur réelle

	1961-1963	1971-1973	1981-1983	1991-1993	2001-2002	2000	2001	2002
Bananes	43	25	29	24	22	17,5	23,5	20,7
Bœuf	87	195	115	271	143	180,8	142,7	...
Beurre	165	160	152	91	53	59,5	58,3	47,7
Cacao	114	125	143	56	38	36,3	42,5	32,8
Café	n.a.	188	196	66	40	56,9	39,2	40,4
Coton	146	158	128	70	40	52,3	41,3	38,7
Peaux	69	93	67	85	70	71,0	72,8	67,6
Jute	1 189	1 035	457	333	264	246,9	283,6	243,5
Maïs	...	5,5	4,4	2,5	1,7	1,6	1,6	1,7
Riz	726	685	565	290	155	180,3	148,6	160,8
Caoutchouc	129	72	74	41	26	27,7	23,5	29,2
Sisal	1 434	1 107	964	649	577	556,3	601,5	552,8
Sorgho	229	245	193	111	84	77,9	82,0	85,2
Sucre	n.a.	25,28	18,11	10,15	6,56	7,24	7,44	5,68
Thé	266	159	138	95	88	96,1	89,1	86,0
Tabac	...	3 975	4 002	3 498	2 431	2 644,4	2 572,3	2 289,8
Blé	8,4	7,3	7,3	3,3	2,9	2,8	2,9	2,8

Notes:

Les prix sont corrigés en fonction de l'indice des prix à la consommation des Etats-Unis (1995 = 1).

n.a. = non applicable; ... = non disponible.

Base pour les prix de chaque produit:

- Bananes (Equateur) cents EU/lb
- Bœuf (Argentine) cents EU/lb
- Beurre (Nouvelle-Zélande) cents EU/100 lb
- Cacao (Ghana) cents EU/lb
- Café (Etats-Unis) cents EU/lb
- Coton (Etats-Unis) cents EU/lb
- Peaux (Etats-Unis) cents EU/lb
- Jute (Bangladesh) dollars EU/tonne
- Maïs (Etats-Unis) dollars EU/boisseau
- Riz (Thaïlande) dollars EU/tonne
- Caoutchouc (Malaisie) cents EU/lb
- Sisal (Afrique de l'Est) dollars EU/tonne
- Sorgho (Etats-Unis) dollars EU/tonne
- Sucre (Londres et New York) cents EU/lb
- Thé (Sri Lanka) cents EU/kg
- Tabac (Etats-Unis) dollars EU/tonne
- Blé (Argentine) dollars EU/boisseau.

Tableau 2

Production de certains produits de base par les 10 plus grands producteurs

	2001	2002	2003	Part du marché mondial 2001-2003 (milliers de tonnes) (pourcentage)
Céréales				
Chine	396 482	397 988	377 045	19
Etats-Unis	325 480	298 787	348 645	16
Inde	243 375	211 750	236 313	11
Union européenne (15)	202 526	214 972	191 082	10
Brésil	56 478	50 237	65 426	3
Fédération de Russie	83 320	84 849	65 397	4
Indonésie	59 808	61 106	62 670	3
Canada	43 329	36 288	50 129	2
Bangladesh	38 014	39 528	39 683	2
Viet Nam	34 270	36 958	37 546	2
Monde	2 107 954	2 031 540	2 067 618	100
Oléagineux				
Etats-Unis	16 979	15 749	14 307	14
Chine	15 129	15 390	15 920	13
Malaisie	13 483	13 546	14 956	12
Indonésie	11 287	13 225	13 085	11
Brésil	7 688	8 476	10 207	8
Union européenne (15)	7 764	7 323	7 691	7
Inde	7 651	7 055	7 974	7
Argentine	6 405	7 130	7 970	6
Canada	2 532	2 366	3 351	2
Nigéria	2 352	2 359	2 359	2
Monde	112 088	114 545	120 894	100
Viande				
Chine	63 339	65 870	67 857	27
Etats-Unis	37 811	39 195	39 106	16
Union européenne (15)	36 010	36 433	36 184	15
Brésil	15 167	16 605	17 059	7
Inde	5 566	5 762	6 038	2
Mexique	4 636	4 808	4 883	2
Fédération de Russie	4 430	4 690	4 975	2
Canada	4 121	4 268	4 277	2
Argentine	3 810	4 058	4 163	2
Australie	3 885	3 801	3 847	2
Monde	237 845	246 257	249 851	100

Suite

Tableau 2 (suite)

Production de certains produits de base par les 10 plus grands producteurs

	2001	2002	2003	Part du marché mondial 2001-2003
	(milliers de tonnes)			(pourcentage)
Sucre				
Brésil	20 400	23 810	24 780	16
Inde	20 480	20 475	22 100	15
Union européenne (15)	15 911	18 413	16 504	12
Chine continentale	9 312	11 565	10 948	7
Etats-Unis	7 171	7 608	7 994	5
Thaïlande	4 865	5 947	7 286	4
Mexique	4 924	4 872	4 928	3
Australie	4 162	4 987	5 371	3
Cuba	3 591	3 775	3 775	3
Pakistan	2 717	3 507	4 004	2
Monde	132 399	145 306	147 934	100
Boissons tropicales				
Brésil	2 014	2 677	2 176	17
Côte d'Ivoire	1 460	1 198	1 198	10
Indonésie	1 167	1 238	1 233	9
Inde	1 156	1 170	1 208	9
Viet Nam	916	778	769	6
Chine	719	762	767	6
Colombie	700	745	749	5
Ghana	342	382	382	3
Mexique	350	359	359	3
Nigéria	344	344	344	3
Monde	13 438	13 731	13 303	100
Fibres				
Chine continentale	6 005	5 876	6 186	24
Etats-Unis	4 420	3 747	3 968	16
Inde	4 109	3 568	4 085	16
Pakistan	1 807	1 738	1 820	7
Brésil	1 159	995	1 017	4
Ouzbékistan	1 036	1 028	934	4
Turquie	902	851	947	4
Bangladesh	875	817	817	3
Union européenne (15)	712	607	608	3
Australie	745	341	260	2
Monde	26 224	23 479	24 836	100

Suite

Tableau 2 (fin)

Production de certains produits de base par les 10 plus grands producteurs

	2001	2002	2003	Part du marché mondial 2001-2003
	(milliers de tonnes)			(pourcentage)
Agrumes (total)				
Brésil	18 752	20 003	18 779	19
Etats-Unis	14 701	14 684	13 763	14
Chine, continentale et RAS de Hong Kong	12 070	12 461	12 711	12
Union européenne (15)	10 256	10 397	11 278	10
Mexique	6 324	6 164	6 293	6
Inde	4 400	4 580	4 580	4
Iran	3 730	3 732	3 703	4
Nigéria	3 250	3 250	3 250	3
Egypte	2 562	2 527	2 527	2
Argentine	2 798	2 566	2 470	3
Monde	103 092	103 449	102 685	100
Bananes				
Inde	16 450	16 450	16 450	24
Brésil	6 177	6 504	6 469	9
Chine continentale	5 477	5 783	5 826	8
Equateur	6 077	5 528	5 609	8
Philippines	5 060	5 264	5 500	8
Indonésie	4 300	3 683	3 683	6
Costa Rica	2 130	2 050	2 000	3
Mexique	1 982	2 076	1 944	3
Thaïlande	1 750	1 800	1 800	3
Burundi	1 548	1 602	1 602	2
Monde	67 792	68 014	68 279	100
Lait (total)				
Union européenne (15)	126 139	125 754	125 328	21
Inde	81 960	84 020	86 960	14
Etats-Unis	74 980	77 247	78 155	13
Fédération de Russie	32 909	33 369	33 100	6
Pakistan	26 284	27 032	27 811	5
Brésil	21 283	22 773	23 453	4
Chine, continentale et RAS de Hong Kong	14 490	17 269	17 245	3
Nouvelle-Zélande	13 161	14 078	14 200	2
Ukraine	13 444	14 422	13 878	2
Pologne	11 885	11 873	11 845	2
Monde	585 402	598 022	600 978	100

Tableau 3

Exportations de certains produits de base
par les 10 plus grands exportateurs

	2001	2002	2003	Part du marché mondial 2001-2003 (pourcentage)
(milliers de tonnes)				
Céréales				
Etats-Unis	87 358	84 227	82 204	31
Union européenne (15)	65 426	55 159	54 772	22
Argentine	23 728	23 309	19 584	8
Australie	21 826	18 894	19 344	7
Canada	22 885	21 523	14 666	7
Chine continentale	13 831	8 837	14 916	5
Thaïlande	6 207	8 227	7 538	3
Ukraine	1 286	5 311	12 175	2
Fédération de Russie	1 263	3 425	13 532	2
Inde	2 822	5 432	9 570	2
Monde	272 858	262 871	279 557	100
Oléagineux				
Etats-Unis	28 358	30 205	29 005	41
Brésil	11 519	15 684	15 978	20
Argentine	4 662	7 640	6 634	9
Union européenne (15)	5 662	5 437	6 096	8
Canada	5 482	5 490	3 864	7
Australie	2 304	2 114	1 863	3
Paraguay	1 820	2 361	404	2
Chine continentale	804	940	1 020	1
Fédération de Russie	1 285	302	121	1
Hongrie	510	331	466	1
Monde	67 909	75 149	69 016	100
Viande				
Union européenne (15)	10 026	9 585	10 297	40
Etats-Unis	4 694	4 851	4 433	19
Brésil	1 550	2 310	3 022	9
Australie	1 599	1 676	1 642	7
Canada	1 187	1 315	1 480	5
Chine continentale	779	900	917	3
Nouvelle-Zélande	857	816	802	3
Chine, RAS de Hong Kong	862	746	662	3
Thaïlande	403	524	565	2
Argentine	358	192	370	1
Monde	24 357	24 801	26 245	100

Suite

Tableau 3 (suite)

Exportations de certains produits de base par les 10 plus grands exportateurs

	2001	2002	2003	Part du marché mondial 2001-2003
	(milliers de tonnes)			(pourcentage)
Sucre				
Brésil	6 692	11 528	13 852	26
Union européenne (15)	8 858	8 467	7 444	20
Thaïlande	4 241	3 335	4 205	10
Cuba	3 237	2 382	2 663	7
Australie	4 172	3 551	129	6
Afrique du Sud	1 474	1 538	1 165	3
Guatemala	1 260	1 130	1 360	3
Inde	349	1 541	1 790	3
Colombie	1 065	928	1 183	3
Turquie	609	933	118	1
Monde	39 892	42 108	41 920	100
Boissons tropicales				
Côte d'Ivoire	1 422	1 249	1 149	14
Brésil	973	1 260	1 559	14
Viet Nam	790	999	793	9
Indonésie	777	652	789	8
Union européenne (15)	567	547	556	6
Colombie	509	561	581	6
Inde	363	329	346	4
Ghana	366	221	312	3
Sri Lanka	287	294	291	3
Chine continentale	231	261	264	3
Monde	9 472	9 144	9 304	100
Fibres				
Etats-Unis	1 754	2 145	2 480	27
Australie	1 333	1 499	1 118	17
Ouzbékistan	740	760	740	9
Union européenne (15)	754	690	754	9
Bangladesh	335	236	302	4
République arabe syrienne	230	244	280	3
Bénin	244	152	183	2
Chine continentale	300	59	159	2
Turkménistan	249	151	109	2
Côte d'Ivoire	205	131	147	2
Monde	7 936	7 712	7 983	100

Suite

Tableau 3 (fin)

Exportations de certains produits de base par les 10 plus grands exportateurs

	2001	2002	2003	Part du marché mondial 2001-2003
	(milliers de tonnes)			(pourcentage)
Agrumes (total)				
Union européenne (15)	4 359	4 020	4 368	50
Afrique du Sud	639	790	805	7
Etats-Unis	717	688	674	8
Turquie	406	556	552	5
Maroc	471	430	417	5
Argentine	270	389	397	3
Mexique	280	65	284	3
Chine continentale	193	151	201	2
Australie	166	177	168	2
Egypte	91	276	148	1
Monde	8 634	8 728	9 003	100
Bananes				
Equateur	3 993	3 533	4 296	27
Costa Rica	2 079	1 959	1 873	14
Philippines	1 599	2 129	1 684	13
Colombie	1 564	1 344	1 424	10
Guatemala	801	873	980	6
Honduras	374	31	441	3
Panama	489	426	403	3
Côte d'Ivoire	243	255	256	2
Brésil	72	105	241	1
Cameroun	238	254	238	2
Monde	14 347	14 115	14 718	100
Lait (total)				
Union européenne (15)	13 480	10 860	11 105	28
Nouvelle-Zélande	8 657	9 343	11 034	23
Australie	5 579	4 933	6 118	13
Etats-Unis	2 885	2 762	2 616	7
Argentine	1 140	953	1 425	3
Pologne	996	1 391	1 355	3
Canada	656	868	843	2
République tchèque	732	814	783	2
Bélarus	497	634	721	1
Ukraine	671	1 158	652	2
Monde	41 388	39 974	43 886	100

Tableau 4

Importations de certains produits de base par les 10 plus grands importateurs

	2001	2002	2003	Part du marché mondial 2001-2003 (milliers de tonnes) (pourcentage)
Céréales				
Union européenne (15)	40 491	44 701	53 619	17
Japon	27 012	26 239	26 605	10
Mexique	14 065	15 303	14 092	5
République de Corée	12 801	12 385	13 389	5
Egypte	9 655	9 244	10 322	4
Brésil	10 478	8 857	7 809	3
République islamique d'Iran	9 928	9 852	6 551	3
Algérie	7 509	6 682	8 611	3
Indonésie	6 863	4 776	7 927	2
Province chinoise de Taïwan	6 324	6 500	6 576	2
Monde	269 920	260 660	276 894	100
Oléagineux				
Union européenne (15)	23 855	28 049	27 021	36
Chine continentale	13 405	15 708	11 954	19
Japon	7 548	7 458	7 550	10
Mexique	5 413	5 865	5 708	8
Province chinoise de Taïwan	2 351	2 487	2 586	3
République de Corée	1 695	1 574	1 717	2
Thaïlande	1 357	1 409	1 574	2
Indonésie	1 436	1 273	1 507	2
Canada	691	1 133	1 172	1
Brésil	825	857	1 057	1
Monde	68 974	75 608	72 506	100
Viande				
Union européenne (15)	8 327	8 361	8 683	35
Japon	2 696	2 707	2 583	11
Fédération de Russie	1 280	2 342	2 669	9
Etats-Unis	1 832	1 883	1 967	8
Chine, RAS de Hong Kong	1 400	1 290	1 177	5
Mexique	1 081	1 150	1 233	5
Chine continentale	1 043	854	800	4
République de Corée	536	438	638	2
Canada	482	545	570	2
Arabie saoudite	419	407	447	2
Monde	23 449	24 099	25 447	100

Suite

Tableau 4 (suite)

Importations de certains produits de base par les 10 plus grands importateurs

	2001	2002	2003	Part du marché mondial 2001-2003
	(milliers de tonnes)			(pourcentage)
Sucre				
Fédération de Russie	4 842	5 566	4 619	13
Union européenne (15)	3 902	4 728	4 780	12
Japon	1 566	1 534	1 478	4
République de Corée	1 463	1 516	1 527	4
Etats-Unis	1 413	1 344	1 419	4
Indonésie	1 654	1 376	1 029	4
Malaisie	1 187	1 275	1 482	3
Emirats arabes unis	971	1 127	1 356	3
Nigéria	775	1 267	1 304	3
Canada	873	1 183	1 189	3
Monde	36 097	39 972	39 292	100
Boissons tropicales				
Union européenne (15)	3 992	4 093	4 063	45
Etats-Unis	1 857	1 688	1 580	19
Japon	490	491	502	6
Fédération de Russie	247	237	258	3
Canada	200	212	184	2
Malaisie	132	174	204	2
Pologne	171	180	157	2
Algérie	114	96	121	1
Pakistan	111	107	99	1
Suisse	94	99	98	1
Monde	9 002	8 962	8 906	100
Fibres				
Union européenne (15)	1 319	1 250	1 233	16
Mexique	707	734	750	9
Indonésie	563	763	630	8
Turquie	749	489	599	8
République de Corée	419	454	470	6
Thaïlande	423	434	433	6
Japon	453	408	393	5
Inde	280	466	377	5
Etats-Unis	357	335	279	4
Province chinoise de Taïwan	278	265	346	4
Monde	7 955	7 785	7 538	100

Suite

Tableau 4 (fin)

Importations de certains produits de base par les 10 plus grands importateurs

	2001	2002	2003	Part du marché mondial 2001-2003
	(milliers de tonnes)			(pourcentage)
Agrumes (total)				
Union européenne (15)	4 157	4 179	4 334	49
Etats-Unis	351	309	391	4
Fédération de Russie	458	539	668	6
Pologne	364	366	355	4
Japon	238	222	204	3
Arabie saoudite	312	273	348	4
Canada	344	327	352	4
Chine, RAS de Hong Kong	259	247	256	3
Ukraine	76	99	119	1
Roumanie	77	82	86	1
Monde	8 507	8 498	9 062	100
Bananes				
Etats-Unis	4 030	3 840	3 906	28
Union européenne (15)	3 298	3 203	3 287	23
Japon	1 078	990	936	7
Fédération de Russie	502	612	649	4
Canada	398	405	417	3
Chine continentale	593	413	347	3
Pologne	285	270	240	2
Argentine	339	330	229	2
Emirats arabes unis	98	126	214	1
Suède	186	182	205	1
Monde	14 436	13 640	13 920	100
Lait (total)				
Union européenne (15)	3 062	2 833	2 712	8
Chine	2 245	2 063	2 626	6
Mexique	2 310	2 779	2 581	7
Etats-Unis	1 952	1 870	2 032	5
Algérie	1 552	1 808	1 976	5
Japon	1 676	1 683	1 635	4
Philippines	1 713	1 596	1 581	4
Fédération de Russie	1 007	1 599	1 454	4
Malaisie	1 292	1 260	1 327	3
Thaïlande	1 140	1 126	1 291	3
Monde	37 881	37 093	38 728	100

Tableau 5

Termes de l'échange des produits agricoles par rapport aux produits manufacturés

	Pays développés		Pays les moins avancés		Autres pays en développement		Pays en transition		Prix mondiaux des exportations agricoles (corrigés)***
	Importations agricoles*	Produits manufacturés**	Importations agricoles*	Produits manufacturés**	Importations agricoles*	Produits manufacturés**	Importations agricoles*	Produits manufacturés**	
1961-1962	102	105	120	190	115	175	134	209	128
1970-1972	99	112	121	175	125	169	157	229	129
1980-1982	94	109	120	165	125	164	130	188	127
1990-1992	100	100	100	100	100	100	100	100	100
2000-2002	104	89	86	76	97	90	114	91	92
2002	105	92	84	70	98	89	115	93	94

Notes:

* Prix des exportations agricoles par rapport aux prix des importations agricoles. Les prix sont des valeurs unitaires. En ce qui concerne l'agriculture, les valeurs unitaires sont égales à la somme des valeurs unitaires pondérées des exportations des produits de base. Les pondérations sont calculées en divisant la valeur d'exportation de chaque produit de base par sa part dans la valeur totale des exportations agricoles du groupe de pays considéré. Les coefficients sont ensuite indexés sur la période de base 1990-1992 = 100. La même méthodologie s'applique aux valeurs unitaires des importations.

** Prix des produits agricoles exportés par rapport aux prix des produits manufacturés exportés. La méthode d'évaluation de ces prix est la même que celle utilisée dans la note précédente, mais le dénominateur est la valeur unitaire des exportations de produits manufacturés.

*** Prix des exportations agricoles mondiales. Ils expriment les valeurs unitaires des exportations, évaluées comme dans la note précédente, et corrigées en fonction de la valeur unitaire des exportations mondiales de produits manufacturés selon la base 1990-1992 = 100.

Tableau 6

Parts (en valeur) de chaque groupe de produits de base dans les exportations et les importations agricoles totales de chaque groupe de pays (pourcentage)

Parts des exportations 1961-1963					Parts des importations 1961-1963			
	Pays les moins avancés	Autres pays en développement	Pays en transition	Pays développés	Pays les moins avancés	Autres pays en développement	Pays en transition	Pays développés
Céréales	16	8	30	33	41	48	23	15
Oléagineux	20	11	8	13	13	10	8	14
Viande	1	4	16	12	4	3	4	10
Produits laitiers	0	0	5	8	4	5	1	4
Sucre	2	14	11	3	14	8	12	7
Horticulture	2	7	6	9	3	4	5	10
Boissons tropicales	21	27	0	2	7	6	5	16
Matières premières	38	29	24	20	15	17	41	24
Total agriculture	100	100	100	100	100	100	100	100

Parts des exportations 1999-2001					Parts des importations 1999-2001			
	Pays les moins avancés	Autres pays en développement	Pays en transition	Pays développés	Pays les moins avancés	Autres pays en développement	Pays en transition	Pays développés
Céréales	5	11	19	16	40	27	12	8
Oléagineux	14	26	16	14	24	24	15	15
Viande	1	9	15	21	4	9	14	20
Produits laitiers	0	1	11	11	5	7	4	8
Sucre	4	7	3	3	9	5	11	2
Horticulture	4	15	6	14	2	6	13	20
Boissons tropicales	28	15	7	7	3	4	12	13
Matières premières	43	16	25	15	13	19	19	13
Total agriculture	100	100	100	100	100	100	100	100

Tableau 7

Taux de croissance en valeurs unitaires des exportations et des importations, par groupe de pays (pourcentage)

	Exportations			Importations		
	Pays les moins avancés	Pays en développement	Pays développés	Pays les moins avancés	Pays en développement	Pays développés
Céréales	-3,18	-2,79	-2,50	-2,84	-2,79	-2,05
Oléagineux	-2,34	-2,88	-2,06	-3,37	-2,78	-2,37
Viande	-1,69	-1,34	-1,51	-2,91	-2,77	-1,01
Produits laitiers	-2,48	-1,50	-0,45	-1,08	-0,80	-0,26
Sucre	-1,44	-2,43	-1,56	-2,42	-2,12	-1,21
Horticulture	-1,38	-1,35	-0,56	-3,13	-0,96	-0,84
Boissons tropicales	-2,74	-2,59	-0,92	-2,29	-2,74	-1,58
Matières premières	-2,67	-2,20	-1,50	-2,79	-1,19	-2,02
Total agriculture	-1,35	-2,52	-1,58	-2,73	-2,36	-1,56

Note:

Les taux de croissance ont été calculés en ajoutant une courbe de tendance logarithmique à chaque indice de valeur unitaire sur la période 1961-2001. Les indices de valeur nominale ont été corrigés en fonction de l'indice des prix à la consommation des Etats-Unis (1995 = 1).

Tableau 8.

Variabilité des valeurs unitaires nominales d'importation et d'exportation (coefficients de variation) (pourcentage)

	Exportations			Importations		
	Pays les moins avancés	Pays en développement	Pays développés	Pays les moins avancés	Pays en développement	Pays développés
Céréales	23,2	23,2	20,3	20,7	23,9	19,2
Oléagineux	22,3	22,6	18,3	24,9	21,6	19,1
Viande	18,1	13,8	13,2	20,1	17,2	11,7
Produits laitiers	24,4	7,9	7,3	5,5	5,2	8,4
Sucre	22,5	38,6	29,2	36,4	37,7	20,8
Horticulture	12,1	4,2	5,8	33,9	9,7	3,3
Boissons tropicales	35,1	32,7	17,3	21,8	16,8	28,2
Matières premières	26,7	23,1	13,9	26,6	14,0	21,2
Total agriculture	27,0	22,6	14,1	20,1	19,2	15,4

Note:

Les coefficients de variation ont été calculés en utilisant les variations qui accompagnent une courbe de tendance logarithmique estimée pendant la période 1961-2001.

Publications de la Division des produits et du commerce international, 2003-2004

Rapport sur les marchés des produits 2003-2004 (2004)

Documents de la FAO sur les produits de base et le commerce

5. *Voluntary standards and certification for environmentally and socially responsible agricultural production and trade (2004)*
4. *The European market for organic and fair-trade products from West Africa (2004)*
3. *Le marché des exportations agricoles non traditionnelles (2004)*
2. *Normes environnementales et sociales, certification et labellisation des cultures commerciales (2003)*
1. *Perspectives à moyen terme sur les produits agricoles: projections vers l'an 2010 (2003)*

Etudes FAO sur les produits

2. *L'économie mondiale du tabac: un choix d'études de cas (2003)*
1. *L'économie mondiale de la banane 1985-2002 (2003)*

Documents de travail 2004

10. *Agricultural trade liberalization in the Doha round. Alternative scenarios and strategic interactions between developed and developing countries (P. Conforti y L. Salvatici)*
9. *Le nouveau régime de l'Union européenne d'aide au coton et ses répercussions en termes de bien-être (G. Karagiannis)*
8. *L'incidence des politiques intérieures et commerciales sur le marché mondial du coton (D. Poonyth, A. Sarris, R. Sharma et S. Shui)*
7. *Price transmission in selected agricultural markets (P. Conforti)*
6. *Possibilités de commercialisations des fruits du dattier sur le marché européen (P. Liu)*
5. *Le marché mondial des agrumes biologiques et du jus d'agrumes (P. Liu)*
4. *Indicateurs des politiques agricoles (T. Josling et A. Valdés; publié également dans la collection des documents de travail ESA n° 2004/4)*

2003

3. *La détermination de niveaux appropriés pour les tarifs consolidés de l'OMC sur les produits alimentaires de base à la lumière des propositions de Boîte du développement (R. Sharma)*
2. *L'OMC et les normes environnementales et sociales, la certification et la labellisation dans le secteur agricole (C. Dankers)*
1. *Le programme brésilien pour l'alcool: impact sur les marchés mondiaux de l'éthanol et du sucre (T. Koizumi)*

Des informations supplémentaires sur toutes les publications énumérées ci-dessus sont disponibles sur les pages Web de la Division des produits et du commerce international de la FAO (<http://www.fao.org/es/ESC/es/index.html>).

La situation des marchés des produits agricoles 2004

Les progrès techniques qui accroissent la productivité et réduisent les coûts s'accompagnent d'une tendance à la baisse progressive à long terme des prix réels des produits agricoles sur les marchés internationaux, mais cette tendance est dominée par une variabilité sensible à court terme. Nombre de pays en développement, et en particulier les pays les moins avancés, restent tributaires de quelques produits agricoles seulement pour l'essentiel de leurs recettes d'exportation. Pour eux, la volatilité des prix des produits a des répercussions considérables sur les revenus, l'emploi et les recettes de l'Etat, compromettant la planification macroéconomique et, de façon plus générale, les efforts de développement. Néanmoins, les pays en développement sont aussi, en tant que groupe, de plus en plus tributaires des importations alimentaires. Les pays les moins avancés sont déjà importateurs nets de produits alimentaires. Dans ces conditions, la baisse des cours mondiaux des produits alimentaires est à l'évidence bénéfique, mais la dépendance croissante à l'égard des produits alimentaires importés s'accompagne également d'une plus grande exposition à la variabilité des cours mondiaux des produits alimentaires et par conséquent des factures d'importations alimentaires.

Les pays en développement doivent faire face à la variabilité des cours mondiaux des produits dans leurs efforts d'accroissement de leurs recettes d'exportation ou de gestion de leurs factures d'importations alimentaires. En même temps, ils sont aussi aux prises avec les distorsions du marché imputables aux tarifs douaniers appliqués aux importations et aux exportations et aux subventions à la production appliquées à la fois par les pays développés et par les pays en développement, et à la puissance sur les marchés de grandes sociétés transnationales dans l'échelle de valorisation de nombreux produits. Les interventions internationales habituelles visant à faire face à l'instabilité des marchés des produits, fondées sur des interventions sur le marché ou sur des plans d'indemnisation, ne sont pas accueillies favorablement à l'heure actuelle et de nouvelles approches sont nécessaires. Ces nouvelles approches, telles que la gestion du risque lié aux prix du marché, visent moins à empêcher les fortes variations de prix qu'à aider les producteurs et les consommateurs à prévoir et mieux gérer leurs effets négatifs.

La situation des marchés des produits agricoles est le premier numéro d'une nouvelle publication biennale qui vise à présenter de façon objective et accessible les questions relatives au marché des produits aux décideurs, aux observateurs des marchés des produits et à tous ceux qui s'intéressent à l'évolution des marchés des produits agricoles et à leurs effets sur les pays en développement. Elle vise à sensibiliser aux répercussions des variations des prix mondiaux des produits sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire de centaines de millions de personnes dans les pays en développement ainsi que sur l'économie de plusieurs dizaines de pays en développement qui tirent des exportations de produits une part considérable de leurs recettes d'exportation ou dont les importations vivrières représentent une part substantielle de leurs disponibilités alimentaires.

ISBN 92-5-205133-3



9 789252 051336

TC/M/Y5419F/1/01.05/1000

